

EST & OUEST

BULLETIN BI-MENSUEL
D'ETUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS
Téléphone : 387-36-71

SOMMAIRE

CLAUDE HARMEL. — « Dans le somnambulisme de la nation » (P.-J. Proudhon) 1

GEORGES MAREY. — Les forces militaires de la Corée du Nord 6

ANDRÉ TONG. — Le « Kampuchéa démocratique » entre Pékin et Moscou 11

ALBERT RESIS et *Est et Ouest*. — Lénine et la liberté de la presse. (*En annexe* : Un débat sur la liberté de la presse en Russie, le 17 novembre 1917) 14

Pourquoi les Russes ne sourient pas 24

En supplément : Table des matières et table des auteurs pour 1977

« Dans le somnambulisme de la nation » (P.-J. Proudhon)

EN ces jours où commence une année peut-être fatale pour la France, un mot de Proudhon nous revient, obsédant, à l'esprit. Il était alors à Sainte-Pélagie. Il y purgeait une peine de prison pour outrage au Chef de l'Etat. Que faire en un gîte pareil, à moins que l'on y songe. Proudhon se mit à écrire *Les confessions d'un révolutionnaire*, à raconter ses rêves, et, « faisant suivre le récit de [ses] méditations socialistes de celui de [ses] actes politiques », il continuait, disait-il, la même histoire, l'histoire — et c'est là qu'éclate le mot magnifique et profond — « l'histoire d'un penseur entraîné malgré lui dans le somnambulisme de sa nation ».

Le somnambulisme de la nation ! Comme il s'applique bien à la France d'aujourd'hui, à trois mois à peine des élections législatives, ce mot qui résume si génialement la situation morale ou psychologique de la France dans les derniers mois du règne de Louis-Philippe, dans les premiers mois de ce qui allait être la deuxième République !

La France s'ennuyait, comme Lamartine l'avait dit en 1840. Elle construisait des usines, des chemins de fer, des routes, creusait des

canaux, des égouts, fondait des banques, les premiers grands magasins, réformait son agriculture. Elle préludait, par un premier développement industriel, à son grand envol économique du Second Empire. Elle se transformait en profondeur et s'enrichissait par le travail, comme Guizot le lui avait conseillé. Mais cet immense remuement n'empêchait pas qu'elle s'ennuyât.

Elle s'ennuyait sous un roi-citoyen à qui obscurément elle reprochait, elle qui croyait vouloir plus de démocratie, d'avoir tenté de rapprocher le pouvoir du peuple, limité le décorum — au point de se promener dans la rue comme un simple bourgeois, le parapluie à la main. Elle s'ennuyait sous un roi pacifique à qui elle en voulait, elle qui avait été la France conquérante de la Révolution et de l'Empire, de préférer ou presque l'humiliation à la guerre, et de parler parfois de faire parler les armes, mais avec la ferme intention de n'y jamais recourir. Elle s'ennuyait, comme désœuvrée, à ne pas se sentir associée à quelque grand dessein, humiliée d'être obligée de faire des événements avec des scandales, d'autant plus mal à l'aise que ces changements déjà immenses qui s'étaient effectués dans sa texture sociale avaient entraîné d'innombrables déracinements, trop de déracinés des clas-

ses populaires ajoutant la misère au désarroi moral du déracinement, mais ce désarroi était le pire.

Ainsi surgit cette révolution que personne n'avait prévue, que personne n'avait vraiment voulue, pour laquelle personne n'était prêt. Et tout un peuple se mit en marche sous la plus nuageuse et la plus imprécise des nuées prophétiques, ce socialisme vague dont s'étaient engoués beaucoup d'intellectuels — un de ces engouements d'intellectuels qui n'ont rien d'un engagement — qui n'avait pas vraiment pénétré les classes ouvrières dont les éléments les plus lucides cherchaient à tâtons dans une autre voie (ce qui sera plus tard le mouvement syndical). Ce fut pourtant au génie naturel du peuple, ou, comme on dira plus tard, à la spontanéité des masses qu'on s'en remit du soin de fonder la République sociale. Comme s'il avait eu autre chose que trois mois de misère à mettre à son service, selon un mot fameux ! Et qu'a-t-on construit jamais avec de la misère, sinon de la révolte ou de la résignation ? Ainsi la nation, plantant des arbres de la liberté, allant aux urnes comme à la procession et votant comme on communie, marcha pendant quatre mois les yeux pleins de rêves, jusqu'au sanglant réveil des tragiques journées de juin, qui ont sans doute ensanglanté notre histoire intérieure davantage que les massacres de la Commune, aussi durablement sans doute que ceux de la Saint-Barthélémy.

Proudhon s'indignait contre lui-même après coup parce qu'il n'avait rien vu, rien prévu. « *J'étais là pour voir et je n'ai pas vu ; pour jeter l'alarme et je n'ai pas crié ! J'ai fait comme le chien qui n'aboie pas à la présence de l'ennemi* ». Et l'aveuglement, il le savait bien, n'était pas le sien seulement et il remontait aux premiers jours, aux jours enthousiastes de la révolution : « *Combattants de juin ! le principe de votre défaite est dans le décret du 25 février [proclamant le droit au travail. C.H.]. Ceux-là vous ont abusés qui vous ont fait, au nom du pouvoir, une promesse que le pouvoir était incapable de tenir.* »

Peut-être y a-t-il quelque chose de pire encore qu'une promesse qu'on ne pourra pas tenir : une promesse qui sera tenue, mais dont l'accomplissement produira un tout autre effet que celui qu'on attendait d'elle, si même ce n'est pas l'effet tout contraire.

★★

Notre France, elle aussi, s'ennuie, ballo-
tée entre l'incertitude et le rêve. Elle va aux élections prochaines dans ce somnambulisme dont parlait Proudhon, sans se rendre compte, dans son ensemble, de l'importance décisive, capitale, du geste banal que chacun de nous fera le deuxième dimanche de mars, parfaite-

ment inconsciente de tout ce qu'elle pourrait perdre et sans beaucoup se préoccuper de savoir ce qu'elle gagnerait. Les Montesquieu quotidiens qui pullule dans les salles de rédaction et dans les arrière-salles des cafés (pour autant que ce soit là encore que se réunissent les sections des partis) nous parlent d'un changement de société que la France désirerait. C'est tout juste si elle aspire véritablement à un changement de gouvernement. Elle est au contraire rassasiée de changement et le seul changement qu'obscurément elle appelle c'est qu'on cesse un moment de changer, c'est qu'on lui laisse le repos dont elle a besoin pour, si j'ose dire, digérer les changements inouis auxquels on l'a soumise depuis vingt ans et qui l'ont en vingt ans métamorphosée. Elle se sent mal dans sa peau, pour user d'une expression qui serait énergique si elle n'était usée par la mode, mais si elle s'y sent mal, c'est parce qu'elle ne s'y est pas encore faite, c'est parce qu'elle ne s'est pas encore habituée au nouveau corps qu'on lui a fait. Des millions d'hommes et de femmes ont changé en vingt ans de condition sociale ou de mode de vie, et presque toujours ce fut en mieux : ils ne sont pas faits pour autant à leur nouvelle existence. D'où une gaucherie, une incertitude qui peuvent aller jusqu'à l'inquiétude, jusqu'à l'angoisse. C'est de cela qu'on voudrait se défaire. Ce qui signifie qu'on aspire à l'ordre, à la tranquillité, à la certitude.

Quel tragique paradoxe ! C'est cette lassitude du changement qui rend la France disponible pour l'aventure.

★★

Que peut-il arriver au cas où ce qu'on appelle aujourd'hui la gauche l'emporterait aux élections législatives, que ce soit dans l'unité et dans le désordre ? Sans doute faut-il se garder de conférer aux précédents historiques la force d'une preuve (car on n'est nullement obligé de suivre Marx qui approuvait Hegel d'avoir dit que les grands événements se produisent toujours deux fois, se bornant dans sa causticité habituelle d'ajouter que la première fois c'était la tragédie, la seconde c'était la farce !). Il serait plus imprudent encore de les ignorer.

La situation n'est pas tout à fait semblable à celle de 1936, même dans les lignes générales. On était sorti de la crise économique, la reprise était largement amorcée et déjà sensible quand les citoyens se rendirent aux urnes. Ce n'est pas aujourd'hui le cas, hélas ! Mais, alors comme aujourd'hui, on avait traversé une période d'austérité. Alors comme aujourd'hui, on vivait dans cette incertitude qu'engendre, plus encore qu'une crise économique, l'incrédulité, le manque de confiance à

l'égard des institutions politiques et de ceux qui ont la responsabilité des affaires du pays.

Les résultats des élections étaient à peine connus que ce fut l'explosion, non pas une explosion de colère, mais une explosion de joie. La première occupation d'usine — ce qui ne s'était pratiquement jamais vu en France — eut lieu le 8 mai, mais demeura isolée quelques jours. La grande vague déferla le 13 mai, pour un mois et plus. Ce n'était nullement un geste de méfiance, encore moins d'hostilité, à l'égard de ceux qui allaient constituer le gouvernement, à l'égard notamment de Léon Blum dont on sut très vite qu'il serait le président du conseil. C'était au contraire un geste de confiance, d'amitié et de soutien. C'était la fête après la morose incertitude. On ne savait pas bien ce qu'il sortirait de tout cela, mais ce qu'il en sortirait ne pourrait être que du mieux. En tout cas, on cueillait l'instant. Il était si beau. Beau pour les quelque deux millions de salariés qui participèrent aux grèves : il n'en fallut pas plus pour immobiliser partiellement le pays. Beau pour nombre d'autres aussi, par une espèce d'irradiation de la joie et du rêve.

D'où la légende qui auréole ce mai 1936, la croyance difficile à ébranler que ce fut là un grand moment de notre histoire sociale et même de notre histoire tout court, la conviction (injurieuse pour Léon Blum, ses ministres et sa majorité parlementaire) que, sans les grèves, aucune des quelques réformes alors proclamées n'aurait vu le jour, l'oubli que cette chambre du Front populaire, élue au sortir de la crise sous le signe du fameux triptyque : le pain, la paix, la liberté, fut non seulement celle qui relança la crise (par l'application brutale et insensée de la semaine de quarante heures) mais celle aussi qui approuva la déclaration de guerre, soutint les gouvernements de la défaite, accorda les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain.

★★

Il y a tout lieu de penser qu'en cas de victoire de ce qu'on appelle la gauche, quelque chose d'analogue se produirait. Sans doute serons-nous en mars et la mauvaise saison est moins propice que la belle à ces épanchements populaires. L'éventualité d'un mai 1936, mais aux proportions d'un mai 1968, reste pourtant l'hypothèse la plus probable, en tout cas celle qu'il convient de prendre le plus au sérieux car c'est sa réalisation qui poserait les problèmes les plus graves.

Elle est d'autant plus probable que, contrairement à 1936 et à 1968, nombre de révolutionnaires s'y attendent, s'y préparent. Depuis dix ans et plus, les militants de la C.F.D.T. vivent dans la préoccupation de prolonger une éventuelle victoire électorale de la gauche par

un vaste mouvement de masse qui donnerait au nouveau gouvernement la force de prendre, ou qui forcerait le nouveau gouvernement à prendre tout de suite toutes les mesures de socialisation qui créeraient une situation irréversible, qui seraient d'une ampleur suffisante pour rendre le retour au capitalisme impossible.

On pense de même au C.E.R.E.S. bien sûr, et bien sûr également au P.S.U. et dans les groupuscules gauchistes dont, depuis mai 1968, on sait qu'en des conjonctures de ce genre, l'influence est démesurée par rapport aux effectifs.

Pourquoi le Parti communiste a-t-il fait depuis la fin de 1974 un effort considérable pour créer des cellules d'entreprise, dont le nombre en trois ans a pratiquement doublé ? A court terme, pour renforcer ses effectifs, assurément. A long terme, pour mettre en place les instruments typiques de la démocratie totalitaire qu'il a pour but d'imposer au pays. La raison déterminante est à chercher dans le moyen terme. Sans le souhaiter tout à fait (car ils préfèrent toujours les mouvements organisés à ceux où il entre une trop grande part de spontanéité) les communistes se préparent au grand déferlement qui pourrait suivre les élections. Ils ne veulent pas se retrouver dans la situation de mai 36, s'ils s'en souviennent, de mai 68, aucun d'eux ne l'a oublié, où ils ont couru après le mouvement pour le rattraper, pour le « coiffer » comme on dit, sans d'ailleurs y parvenir jamais tout à fait, même dans ces derniers jours de mai 1968, les 27, 28, 29 et 30 mai où il apparut que, sans le maîtriser entièrement, (et même, répétons-le, loin de là), ils pouvaient s'en servir, eux et d'autres, pour renverser ce qu'ils auraient voulu, ou le Gouvernement ou la République, et pour imposer un « gouvernement populaire » dans lequel le Parti communiste, par la plume du « modéré » Waldeck Rochet, avait déjà réclamé une place correspondant à l'importance qu'il avait dans le pays.

Il n'est pas jusqu'à la majorité du Parti socialiste qui n'ait laissé parfois percer on ne sait quelle espérance de voir renaître quelque chose d'analogue à ce qui se produisit en 1936, lors de ce qui restera dans l'histoire les grands jours de la S.F.I.O. On trouverait sans peine des textes de M. Gaston Defferre par exemple (il est vrai que M. Defferre est connu — ces derniers temps surtout — pour passer au gré d'humeurs imprévisibles d'une conviction très ancrée à une autre assez contraire qui ne l'est pas moins), on trouverait sans peine des textes du temps où il célébrait jusque dans *Le Petit Provençal*, c'est-à-dire chez lui, l'exemplarité de l'expérience Allende, préconisant le recours à la pression des masses, la constitution de comités populaires pour vaincre ou préve-

nir la spéculation. Et qui donc pourrait jurer que le très secret M. Mitterrand ne vise pas plus haut que les fonctions de Premier ministre et qu'il ne se dit pas que pour parvenir au sommet de l'Etat, il ne serait pas cette fois aussi risqué qu'en mai 1968 de s'appuyer sur le mouvement des masses pour apparaître comme le sauveur — celui qui peut faire tout rentrer dans l'ordre, quitte, s'il le faut, à contraindre le Chef de l'Etat à se soumettre ou plus encore à se démettre.

L'hypothèse n'est donc pas invraisemblable de voir, à partir de la conjonction d'un phénomène de psychologie collective dont les précédents sont connus et de spéculations politiques dont plusieurs se font au grand jour, de voir se déchaîner un mouvement de masse d'une ampleur énorme, plus redoutable sans doute, plus irrésistible sous son allure pacifique et son air bon enfant (au moins dans les débuts) que l'émeute avec ses fusils, l'insurrection avec ses barricades.

Autrement dit, le problème politique majeur ne serait plus alors au Parlement. Il ne concernera pas seulement la classe politique. Il serait dans la rue et dans les entreprises, ou, comme on dit d'un mot dont il faut bien se servir malgré le respect qu'on doit aux hommes, dans les masses.

Et dès que les problèmes sont, si j'ose dire, descendus dans la rue, la prévision devient impossible, et tout peut arriver, le 30 mai 1968 et le renversement du courant au moyen d'un discours de moins de cinq minutes, ou vingt-cinq années de bouleversements, d'émeutes, de guillotines, de guerres civiles et de guerres étrangères.

★ ★

Comment expliquer cette tentation de l'aventure qui peut d'abord guider le vote de quelques centaines de milliers d'électeurs, provoquer ensuite l'ébranlement des masses, mettre en marche trois ou quatre millions d'hommes ?

La France, il ne faut pas se fatiguer de le répéter, la France a considérablement changé depuis vingt ans. Ceux qui croient aux chiffres n'ont qu'à comparer les tableaux que donnent d'elle le recensement de 1954 et celui de 1975 pour mesurer l'ampleur de la révolution accomplie. Il suffit d'ailleurs de se promener les yeux ouverts dans nos villes et nos campagnes en se souvenant de ce qu'elles étaient il y a moins d'un quart de siècle pour se rendre compte que, si l'on n'a pas changé de société, ce qui ne veut rien dire (ou ce qui veut dire le pire), notre société a connu des changements à la fois multiples et substantiels.

Répétons aussi, car c'est là le grand fait social de notre temps, dont on s'étonne qu'il

ne soit pas évoqué d'avantage, que cette métamorphose de la France a entraîné des changements dans la vie de millions de Français et que ces millions de Français ne sont pas encore habitués à leur nouvelle existence. D'où l'état d'esprit sommairement décrit plus haut et sa conséquence de prime abord paradoxale : la tendance à chercher dans une aventure électorale un changement qui apporterait enfin la tranquillité, qui libérerait de la nécessité toujours pénible de s'adapter sans cesse à des conditions nouvelles. Autre aspect du même fait psychologique : un obscur ressentiment à l'égard des hommes, des partis, des gouvernements, du régime même qui ont provoqué ces changements et qui, dans une certaine mesure, les ont matériellement conduits.

L'explication cherchée réside sans doute dans ces derniers mots. Les Français n'ont pas été intellectuellement et moralement associés aux changements. Ces changements, ils les ont connus en ce qui les concernait directement et ils les ont acceptés presque toujours sans difficulté, souvent de gaieté de cœur. Ils ne les ont presque jamais rattachés à un mouvement d'ensemble. Ils n'ont pratiquement jamais senti qu'ils participaient à un phénomène de portée historique. Il leur a manqué la justification théorique, doctrinale, idéologique des changements qu'ils voyaient, qu'ils subissaient.

Or, les hommes ont toujours besoin (et peut-être les Français plus que d'autres) d'une justification intellectuelle et morale de ce qu'ils font. Et cette justification est d'autant plus nécessaire que ce qu'ils font ou ce à quoi ils se trouvent associés entraînent des changements matériels et autres qui, de proche en proche, ébranlent l'ancien système des relations collectives, des valeurs sociales et morales traditionnelles.

C'est cette justification-là qui n'est pas venue. Le général de Gaulle en sentait la nécessité, semble-t-il, quand il insistait sur la nécessité de faire de la France une nation *moderne*, c'est un mot, qu'il affectionnait, mais la notion de modernité était certainement un peu mince, insuffisamment éclairante. Lui-même s'est rendu compte que l'opinion ne suivait pas : c'est du moins ce qu'on peut déduire de son allocution du 24 mai 1968. Elle déçut profondément, chacun s'en souvient, et n'eût aucun effet sur les événements, sinon peut-être en aggravant la situation par la déception. Tout autre fut dans le ton et dans les effets la harangue, on devrait dire la directive salvatrice du 30 mai. Mais ce jour-là, le général de Gaulle parla en chef ; le 24, il avait parlé en sociologue.

Toutefois, si son propos était tombé à plat, pour parler familièrement, on se tromperait en pensant qu'il était creux et vide. Le

thème était celui de la *participation*, et sans l'expliquer parfaitement, le Général montrait ainsi qu'il comprenait ce qui manquait aux Français : être dans les grands changements qui s'opéraient autre chose que des figurants, y prendre part non seulement de corps, mais d'idée, non seulement matériellement, mais intellectuellement et moralement.

Allons plus loin. Si, en tant qu'individus, les Français ont besoin de comprendre ce qui se passe, de rattacher les faits quotidiens à un système cohérent d'idées et de valeurs, ils ont en tant qu'être collectif, en tant que nation, besoin de se sentir associés, on pourrait dire assujettis à un *grand dessein*. Ceux qui aiment à railler le tempérament national (qui s'y prête aisément) diront qu'il suffit de paroles pour satisfaire ce besoin apparemment si exigeant, et même de paroles qui pourraient être creuses, sans grand rapport avec la réalité, le dire comptant parfois plus que le faire, la parole plus que l'acte. Admettons que ces railleurs aient raison. On en conclura seulement que le besoin en question était des plus faciles à satisfaire.

★★

Pourquoi ne l'a-t-il pas été ? Pourquoi n'avoir pas érigé à la hauteur d'un grand dessein national cette modernisation qui métamorphosait la France ? Tous les adversaires de ce qui s'accomplissait ainsi de capital et de grand parlaient par ailleurs de révolution, faisaient rêver d'aventures révolutionnaires, et ceux par qui s'accomplissait une véritable révolution se laissaient donner l'apparence, se donnaient eux-mêmes ou presque l'allure de gestionnaires prosaïques, d'administrateurs terre à terre, contraints pour une large part à faire ce qu'ils faisaient par la force des choses, s'excusant presque de le faire. C'est ces derniers temps seulement que les hommes de la majorité ont pris conscience de la nécessité de mettre en évidence la richesse du bilan qu'ils pouvaient présenter, on peut même dire que c'est tout récemment qu'ils ont pris conscience de la richesse de ce bilan. Jusqu'alors, la très grande majorité d'entre eux, victimes d'un étonnant sentiment d'infériorité, croyaient devoir s'en tenir, s'en tenaient spontanément à la défensive.

A l'égard des communistes notamment, leur attitude était stupéfiante. Ils avaient l'air de chercher une approbation, de présenter des excuses : Vous voyez bien que nous faisons tout ce qu'il est possible de faire dans les limites du système où nous sommes condamnés à agir.

A eux aussi, à eux surtout peut-être il manquait la justification doctrinale dont nous parlions tout à l'heure. Et si elle leur manquait, c'est que pendant un quart de siècle et même un peu plus, à partir de la Libération,

l'intelligence française a été envahie, obnubilée, aveuglée, stérilisée par la pensée marxiste ou ce qu'il est convenu d'appeler ainsi (en se réservant de mettre Marx hors de cause). On parle souvent du mal que le Parti communiste pourrait faire à la France s'il parvenait un jour au gouvernement. On oublie trop le mal qu'il lui a déjà fait en toutes sortes de domaines, et tout particulièrement dans le domaine intellectuel.

★★

Il faudra quelque jour consacrer une étude à ce phénomène désastreux, travail rendu aujourd'hui plus facile par les aveux de tant d'anciens militants communistes des nouvelles générations dont les yeux se sont soudain ouverts et qui, si l'on peut dire, n'en reviennent pas de n'avoir pas vu ce que pourtant ils regardaient. D'ores et déjà, il n'est pas permis de douter que l'arriération qui caractérise la pensée française de ces dernières années dans le domaine des sciences politiques et sociales (pour ne parler que d'elles, mais cela déborde largement au-delà de leur domaine), l'inculture de l'opinion cultivée, de ce qui devrait être l'opinion cultivée, une inculture qui se constate chaque jour s'expliquent pour l'essentiel non par on ne sait quels faits qui relèveraient de la sociologie générale, mais par un fait politique aisé à cerner : l'influence despotique, on pourrait presque dire terroriste, que le Parti communiste a exercée pendant des années dans les milieux intellectuels.

Même ceux qui ne subissaient pas directement cette influence, même les adversaires étaient subjugués par elle. Thierry Maulnier a parlé il y a longtemps déjà de « *la face de Méduse du communisme* », Raymond Aron de « *l'Opium des intellectuels* » : on pourrait multiplier les images. Elles évoqueraient toutes une espèce de fascination ou d'engourdissement de l'esprit et des sens, qui paralysait l'esprit critique, ce qui est déjà beaucoup, qui empêchait toute recherche et toute invention dans d'autres directions ou d'autres voies que celles qu'indiquait le marxisme, et, répétons-le un marxisme victime des interprétations successives de Lénine, de Staline, de Thorez et finalement de M. Marchais. (Quoi qu'on ait contre Marx, on ne peut tout de même pas penser qu'il avait mérité cette ultime disgrâce !).

Cette influence est aujourd'hui entrée dans son déclin. On peut ne pas goûter beaucoup la façon tapageuse dont les « nouveaux philosophes » ont surgi sur le devant de la scène, et il serait injuste d'oublier qu'ils ne sont pas les premiers à dire ce qu'ils disent. Il est certain pourtant que leur éclat marque une date, le commencement d'une nouvelle période — peut-être d'une nouvelle ère — dans

l'histoire de la pensée française. Peut-être la société française va-t-elle enfin trouver la pensée dont elle a besoin, les idées qui la justifient, une réflexion qui conduit non au dénigrement et à la destruction, mais à la compréhension en profondeur, à la justification, à la construction. Peut-être allons-nous voir naître un nouveau classicisme auquel il semble bien que la société française aspire. Le besoin est là. Les ouvriers sont déjà à l'œuvre.

★★

Il serait tragique, mais il serait vraiment

par trop paradoxal, qu'un scrutin de somnambules donnât la victoire aux communistes et à leurs alliés au moment même où l'idée qu'ils représentent est en train d'achever de mourir, où elle montre en tout cas à l'évidence qu'elle a perdu toute capacité d'invention, de renouvellement.

Cadavre maquillé, mais redoutable encore.

Jaurès ne disait-il pas que le squelette est plus consistant que le germe ?

Claude HARMEL.

Les forces militaires de la Corée du Nord

EN 1951, il y a un peu plus d'un quart de siècle, une unité française, intégrée dans les forces des Nations Unies, se trouvait en pleine bataille, au centre même de la péninsule coréenne.

Formé d'un millier d'hommes, tous volontaires, soldats d'active ou de réserve et placé sous l'autorité du lieutenant-colonel Monclar (1), le Bataillon français de Corée avait débarqué le 29 novembre 1950 à Fusan, sur la côte sud de la Corée, seul port encore tenu par les Sud-Coréens — la quasi-totalité de leur territoire étant envahie par les troupes du Nord.

Engagé aussitôt, le Bataillon français va se battre : en janvier 1951, à Wonju ; puis, remontant vers le nord pour suivre le repli des forces adverses, à Twin Tunnels ; puis, en février, toujours en liaison avec les Américains, à Chipyeong, dans un terrain abrupt et difficile, sous un froid polaire, et à la cote 1037. Partout les combattants français feront merveille. Attaquant et progressant souvent avec de lourdes pertes, attaqués et ne cédant le terrain que pied à pied, ils luttent parfois au corps à corps contre les Nord-Coréens et leurs alliés Chinois qui sont venus à leur aide — et qui sont, les uns et les autres, des fantassins tenaces et courageux.

En septembre-octobre, l'assaut de Crève-cœur, une position située un peu au nord du 38° parallèle, sera leur dernière affaire et la plus meurtrière. Le Bataillon français, aux ordres directs du lieutenant-colonel Le Mire (2), et deux bataillons du 23^e Régiment d'Infanterie américain s'y couvrent de gloire.

— « *L'extraordinaire héroïsme, l'agressivité et l'esprit de corps manifestés par le Bataillon français fait le plus grand honneur aux*

armes de la République française et des Nations Unies ».

Cette citation est signée du général Ridgway, commandant les Forces de l'O.N.U. en Corée et successeur, dans les premiers mois de 1951, du général Mac Arthur, « limogé » par le président Truman.

Le Bataillon français se réembarqua le 28 décembre 1951.

Au cours d'une année de combats incessants, il aura perdu 1.700 hommes, dont plus de 500 tués — cela pour un effectif moyen de 1.000 combattants, les pertes étant compensées par de fréquents renforts venus de France. Au total, ce sont près de 5.000 Français qui auront participé à cette guerre de Corée sous la bannière des Nations Unies.

POURQUOI CETTE GUERRE ?

Traditionnellement pacifique, la péninsule coréenne (« le Pays du Matin calme ») a vécu, à travers l'histoire, le plus souvent dans un statut de vassalité. Mais ses habitants ont su conserver soigneusement leurs caractéristiques nationales, en dépit de la suprématie chinoise du temps des Tsing et de l'occupation japonaise.

Un accord sino-japonais donne cependant à la Corée, en 1895, son indépendance. Mais, dès 1910, fort de sa victoire de 1905 sur la Russie, le Japon réoccupe la péninsule. Il s'y maintiendra, malgré une guérilla continue, jusqu'à sa défaite de 1945 et à sa capitulation consécutive aux actions nucléaires américaines.

La Corée retrouve donc son indépendance — dont, d'ailleurs, dès la Conférence du Caire de 1943, les Etats-Unis, la Chine et la Grande-Bretagne avaient posé le principe.

Mais, durant l'été 1945, le territoire va être occupé : au nord, par les armées soviétiques ; au sud, par les forces américaines. Les accords de Potsdam établissent deux zones d'occupation, de part et d'autre du 38° parallèle. Il est prévu

(1) Le général de corps d'armée Magrin-Vernerey, dit Monclar, avait renoncé provisoirement à ses étoiles pour devenir membre de la première armée des Nations Unies.

(2) Voir « *L'assaut de Crève-cœur* » du colonel Le Mire. Editions Carrefours du Monde ; Paris 1956.

que la Corée sera réunifiée après une courte période transitoire et dotée d'un unique gouvernement.

Rien de ce beau programme ne pourra être réalisé.

Les dissensions entre les alliés victorieux (Américains et Soviétiques) et l'échec de la Commission mixte — qui se heurte aux divergences de vues des deux partenaires (qui sont en complet désaccord sur la nature du système démocratique à instaurer en Corée) — vont aboutir à la scission du territoire coréen. Le 19 juillet 1948, est proclamée à Séoul une « République de Corée » couvrant la partie méridionale de la péninsule. Le 7 septembre suivant, la partie nord se constitue en une « République populaire démocratique de Corée » et choisit la ville de Pyongyang comme capitale.

Les Soviétiques reconnaissent le régime de Pyongyang comme le seul pour l'ensemble de la péninsule ; tandis que, de leur côté, les Américains considèrent comme seul gouvernement légitime celui de Séoul.

Tout de suite, entre les deux Etats « frères » — que tout sépare : l'idéologie, le système social, l'influence des protecteurs — les incidents éclatent, les affrontements se multiplient. Il devient manifeste que le Nord (présidé par le maréchal Kim Il Sung, secrétaire général du Comité central du « Parti des travailleurs », devenu chef de l'Etat) cherche par tous les moyens à affaiblir le gouvernement de Syngman Rhee (l'homme des Américains). Déjà, le maréchal Kim ne cache pas son objectif : réunifier la Corée, par la force s'il le faut, sous un régime communiste soutenu par les Chinois.

Les Soviétiques, eux, se retirent de la compétition ; ils rapatrient le gros de leurs troupes en décembre 1949 — quelques mois après les forces américaines qui ont quitté la Corée du Sud en mai. Mais, en janvier 1950, conscient de la menace qui se précise, le gouvernement de Syngman Rhee signe, avec Washington, un traité de défense.

Il était temps. Le 25 juin 1950, les divisions nord-coréennes franchissent la frontière du 38^e parallèle. Deux jours plus tard, le 27 juin, le président Truman décide l'intervention des forces américaines sous l'égide des Nations Unies, le Conseil de Sécurité ayant condamné l'agression dont la Corée du Sud est la victime.

La guerre de Corée est ouverte. Elle va opposer, d'un côté les Nord-Coréens et les Chinois, de l'autre les Sud-Coréens, les Américains et certains contingents fournis par plusieurs pays, membres de l'O.N.U.

LA GUERRE DE CORÉE

On a beaucoup disserté sur l'origine de la guerre de Corée. Son déclenchement est-il le fait :

— des Occidentaux et des Coréens du Sud — Syngman Rhee, craignant la réunification à la mode nordiste, aurait poussé au conflit afin de couper court aux négociations et de conserver son pouvoir ?

— ou des communistes, qui auraient voulu rééditer en Corée le scénario de l'éviction des Chinois nationalistes et de Tchiang Kai-chek ?

— ou encore de Staline, qui aurait monté cette opération pour mettre en difficulté les Chinois de Mao, l'« hérétique » ?

Quoi qu'il en soit, l'initiative de l'agression revient de toute évidence au gouvernement de Kim Il Sung.

Et cela, afin de bénéficier de la surprise ! A l'aube du 25 juin, les unités nord-coréennes, soutenues par des blindés et des avions soviétiques (du moins ceux qui n'ont pas encore évacué le pays) ne rencontreront qu'une faible résistance de la part des Sud-Coréens mal armés et mal entraînés. C'est la débâcle. En deux jours, Séoul tombe aux mains des communistes. Le 15 septembre, ceux-ci atteignent l'extrême-sud de la péninsule, à l'exception d'une petite tête de pont, autour du port de Fusan.

Mais les Américains — les premiers éléments de la 8^e Armée U.S. du général Mac Arthur — débarquent à Inchon, près de Séoul, sur les arrières des nordistes. Rapidement, la situation se renverse. Séoul est repris et, le 27 octobre, les divisions de Mac Arthur arrivent, après avoir largement dépassé Pyongyang, en vue du fleuve Yalou, qui marque la frontière chinoise. Elles ont progressé de 500 km. en trente jours !

Devant le danger, Pékin se décide à intervenir directement. Déjà, sept armées chinoises sont massées le long du Yalou. Leurs contre-offensives bousculent les forces des Nations Unies, et les refoulent au sud du 38^e parallèle. La capitale sudiste ne sera récupérée que le 15 mars 1951.

Le 11 avril, le président Truman relève de son commandement le général Mac Arthur — qui voulait porter la guerre en Mandchourie et, éventuellement, utiliser la bombe atomique.

Durant le printemps, attaques et contre-attaques, offensives et contre-offensives se succèdent, toujours harassantes et sanglantes, sous un climat terrible, avec une alternance de guerre de mouvement et de guerre de positions et de tranchées. Vers la fin de mai, le front se fixera à quelques kilomètres au nord du 38^e parallèle.

Le 10 juillet, cependant, les premiers contacts en vue d'un cessez-le-feu sont pris à Pan Mun Jom, localité située sur le fameux 38^e parallèle. Ce qui n'empêche pas les opérations de se poursuivre — les périodes de négociations étant entrecoupées par de violents combats (comme celui de Crève-cœur) pendant deux années encore.

Enfin, le 27 juillet 1953, une « Convention d'amitié » est conclue entre le Commandement des Nations Unies et celui des Nord-Coréens et des « Volontaires chinois ».

Les hostilités auront coûté — selon des estimations difficiles à vérifier — environ un million de tués ou blessés aux combattants du Nord et quelque 125.000 tués à ceux du Sud. Elles auront également montré la valeur des troupes chinoises et nord-coréennes, beaucoup plus agressives et mieux entraînées, qui ont fait montre, malgré leur armement moins sophistiqué, de qualités guerrières exceptionnelles.

L'ÉPUISEMENT DES ADVERSAIRES

En septembre 1953, le correspondant de guerre du journal *Le Monde*, Robert Guillain, écrivait :

« Le fait majeur, c'est que la Corée du Sud sort de la guerre beaucoup plus forte que celle du Nord. »

« La Corée du Nord n'a plus qu'un fantôme d'armée. Ses troupes ont si bien disparu de la scène — remplacées par les Chinois — qu'on ne sait plus exactement ce qui en reste... cinq divisions tout au plus. »

« La guerre a eu l'effroyable résultat de faire tomber la population de la Corée communiste de 8 millions à 5 et peut-être à 4 millions... La Corée du Nord, laissée à ses seules forces, n'est plus de taille aujourd'hui à résister au Sud ».

L'ARMÉE NORD-CORÉENNE EN 1977

Aujourd'hui, les Sud-Coréens ont l'impression de vivre un cauchemar. Ils accusent le président Kim Il Sung de n'avoir, depuis sa défaite de 1953, qu'une idée en tête : faire défiler ses troupes à Séoul.

Il est certain que le dictateur nordiste brûle de prendre sur le Sud une éclatante revanche. Dès la fin de la guerre de Corée, il a relancé avec plus de vigueur encore — et avec l'appui de la Chine de Pékin — son plan ébauché en 1948. Les objectifs sont les mêmes : réunification nationale, construction d'une économie indépendante, création d'une véritable puissance militaire.

Malgré les moyens mis en œuvre (pénétration idéologique, guérilla terrestre et maritime), il ne semble pas que Kim ait réussi à faire avancer d'un pas le processus de rapprochement des deux zones et des deux régimes politiques et sociaux. L'économie du Nord, handicapée par le poids écrasant des dépenses militaires, s'est révélée incapable de réaliser les progrès rêvés. Seul, le troisième objectif a pu être atteint.

Le gouvernement de Pyongyang a donné, en effet, une priorité absolue aux exigences de ses forces armées — qui sont placées sous l'emprise du « Parti des travailleurs » d'obédience com-

muniste. Les mesures de réorganisation et d'amélioration des unités de « l'Armée populaire » tendent à leur donner une plus grande mobilité et à augmenter la puissance des feux : terrestres (chars, roquettes, missiles sol-air notamment), navals (destroyers) et aériens (chasseurs-bombardiers, appareils de transport tactiques).

LA COURSE AUX ARMEMENTS

Les effectifs globaux des forces armées de la Corée du Nord, qui étaient de 413.000 hommes en 1970 et de 467.000 hommes en 1974, se sont accrus jusqu'à 500.000 hommes en 1977.

Cette progression est d'ailleurs parallèle à celle de la population : 13,6 millions de Nord-Coréens en 1970, 15,5 millions en 1974 et 16,7 millions en 1977.

On voit que la proportion des soldats par rapport aux habitants est de 3 %. Elle est environ de 1 % en France. La Corée du Nord entretient à peu près le même effectif que la France (gendarmerie exceptée) pour une population trois fois moindre.

C'est là une très lourde charge pour la République populaire démocratique, relativement très supérieure à celle que supporte la République de Corée, dont les effectifs atteignent, en 1977, quelque 635.000 hommes, mais pour une population de plus de 35 millions.

Quant aux budgets de défense, en voici l'évolution depuis 1970, donnée évidemment sous toutes réserves.

Les dépenses militaires du Nord se chiffraient, en 1970, par de nombreux millions de « won », équivalant à 764 millions de dollars U.S. ; en 1974, par 770 millions ; en 1975, par 878 millions ; en 1976, par 1 milliard de dollars.

Pour la même période, le budget du Sud s'est monté à 333 millions de dollars U.S. en 1970, à 558 millions en 1974 et à 1,5 milliard de dollars en 1976. On remarquera le triplement des crédits accordés aux forces armées de la Corée du Sud entre 1974 et 1976.

Encore un chiffre. Le produit national brut en 1975-1976 était estimé à 8,9 milliards de dollars pour le Nord et 18,5 milliards pour le Sud.

**

D'après les services du Commandement des Nations Unies à Séoul, l'armement offensif des troupes nord-coréennes a doublé en puissance au cours des trois ou quatre dernières années. Un tel renforcement ne peut que confirmer la thèse selon laquelle le régime de Pyongyang se préparerait à lancer, une fois encore, ses forces à l'assaut de cette irréductible Zone Sud qui ne se soucie aucunement de passer, même pacifiquement, sous une dictature communiste.

Le demi-million d'hommes qui forment l'armée du Nord est réparti entre les forces de

terre (430.000 hommes) qui sont donc, de beaucoup, les plus nombreuses ; la marine (25.000 hommes) et les forces aériennes (45.000 hommes).

Les effectifs sont fournis, en grande partie, par un service militaire obligatoire d'une durée variable selon l'arme : trois ans dans l'armée de l'Air, cinq ans dans la Marine et sept ans dans l'armée de Terre. L'extraordinaire longeur du service militaire s'explique par le faible volume des contingents annuels (conséquence de la faible population) et par la volonté des gouvernants de Pyongyang d'avoir à leur disposition de « gros bataillons ».

Les forces para-militaires englobent environ 40.000 hommes des troupes de sécurité et des garde-frontières, à quoi s'ajoute une milice civile, mais équipée d'armes légères, qu'on évalue à 1 ou 2 millions d'hommes.

L'ARMÉE DE TERRE

Les forces terrestres nord-coréennes comprennent actuellement 25 divisions, assorties d'un nombre important de brigades et régiments autonomes.

Les blindés : 2 divisions blindées et 5 régiments indépendants. L'infanterie motorisée : 3 divisions et 3 brigades de reconnaissance. L'infanterie : 20 divisions et 12 brigades indépendantes d'infanterie ou d'infanterie légère. Et 5 bataillons aéroportés.

L'artillerie : 20 régiments d'artillerie sol-sol ; 3 brigades et 10 régiments anti-aériens ; 3 brigades de missiles sol-sol du type « Frog ».

L'armement de ces diverses unités est entièrement d'origine soviétique.

Parmi les matériels principaux, les chars de combat sont au nombre de 1.950 (au lieu de 750 en 1970), dont la grande majorité (soit 1.800) sont des chars moyens : 1.400 chars « T 54/55 » de 36 tonnes et armés d'un canon de 100 mm. ; plus une cinquantaine de « T 62 », de 40 tonnes, avec canon de 115 mm. ; et 350 chars « T 34 », plus anciens, qui ne sont d'ailleurs plus opérationnels dans l'armée soviétique.

Les chars légers « PT 76 » amphibies, munis d'un canon de 76 mm., ne sont représentés que par 150 exemplaires.

Les véhicules blindés de combat ou de transport de personnel qui équipent les unités de chars ou d'infanterie d'accompagnement sont peu nombreux : 750.

Quant aux pièces d'artillerie, elles comptent quelque 3.000 canons de 152 mm., eux aussi de provenance soviétique ; 1.200 lanceurs de roquettes ; 9.000 mortiers ou obusiers de 120 ou 160 mm. ; 1.500 « recoilles » ou canons sans recul de 82 mm., ainsi que des canons anti-chars de calibre allant de 57 à 100 mm.

L'armement anti-aérien est abondant : 5.000 canons sol-air, dont des automoteurs de modèle « ZSU 57 » soviétique, de calibres divers.

L'Union soviétique a, enfin, confié aux Nord-Coréens un ensemble de 24 missiles sol-sol « Frog » 5 et 7. Le « Frog 7 » a une portée de 60 kilomètres et peut lancer des charges nucléaires.

Ce sont là des forces terrestres, nombreuses et puissamment armées. D'autant plus que les excellents matériels soviétiques sont servis par une troupe solide, disciplinée et souvent fanatisée — dont les chefs ont su tirer beaucoup d'enseignements d'ordre tactique de la longue guerre de 1950-1953.

LES FORCES AÉRIENNES

Depuis 1970, la progression de l'armée de l'Air nord-coréenne a été spectaculaire. De 30.000 hommes et 580 avions de combat, elle est passée, en 1974, à 40.000 hommes et 600 avions, pour atteindre aujourd'hui 45.000 hommes et 630 appareils. Ces chiffres sont nettement supérieurs à ceux de la Corée du Sud : 30.000 aviateurs et 335 avions de combat en 1977.

Comme les équipements des forces de terre, les matériels aériens ont été fournis par les Soviétiques. Les 630 appareils de combat se répartissent, en 1977, entre les trois catégories :

— 80 bombardiers légers du type « Il 28 » (dit « Eagle » selon le code de l'O.T.A.N.) ;

— 420 chasseurs-attaque au sol, dont 300 « Mig 15 » et « Mig 17 », 20 « SU 7 » et 100 « Mig 19 » ;

— et 130 chasseurs polyvalents (intercepteurs et chasseurs-bombardiers) « Mig 21 ».

Seuls ces derniers, dits « Fishbed », sont des avions modernes. Ils forment encore le tiers de la flotte tactique de l'armée soviétique. D'autres, comme l'« Il 28 », le « Mig 17 », le « SU 7 », n'existent plus qu'en petit nombre. Quant au « Mig 15 » et au « Mig 19 », ils ont complètement disparu des dotations aéronautiques de l'aviation tactique des Soviétiques.

C'est dire que les forces aériennes nord-coréennes (malgré le nombre important de leurs appareils, qui dépasse de loin celui des flottes ouest-allemande, britannique et française — respectivement 509, 550 et 557) utilisent encore pas mal d'avions démodés ou sur le point de l'être.

**

En dehors de ces 630 appareils de combat, les Nord-Coréens disposent d'une flotte aérienne de transport tactique (225 avions : « Antonov » 2 et 24, « Ilyouchine » 14 et 18, « Tupolev 154 ») et de 50 hélicoptères (des « Mi 8 » de transport et des « Mi 4 » de lutte anti-sous-marine, ceux-ci appartenant à la Marine).

Il y a, en outre, des appareils d'entraînement, de types variés : « Yak » 11 et 18, « Mig 15 » et « Mig 21 UTI » d'entraînement à la chasse et des « Il 28 U » d'entraînement au bombardement.

Et, enfin, trois brigades de missiles sol-air, soit 250 engins « SA 2 » anti-aériens, ont été livrés à la Corée du Nord. Ces « SA 2 » ont une portée de 45 kilomètres et peuvent être efficaces jusqu'à une altitude de 18.000 mètres.

DES MATÉRIELS CHINOIS DANS LA MARINE NORD-CORÉENNE

En vertu d'un accord de défense mutuelle, signé en 1961 entre la Chine et la Corée du Nord, celle-ci a reçu des apports importants d'unités navales construites en Chine, mais la plupart du temps copiés sur les modèles soviétiques. Ce qui a permis au gouvernement de Pyongyang de développer largement, depuis 1970, ses forces maritimes, ainsi que l'effectif de ses marins (13.000 en 1970, 25.000 actuellement).

Le nombre des sous-marins est passé de 4 à 10. Les unités de 1.350 tonnes sont de la classe « W » soviétique et les unités de 1.800 tonnes de la classe « R » chinoise.

Dans la catégorie des escorteurs, anti-sous-marins, dont 19 sont en service : 9 sont d'origine soviétique, du type « S.O. 1 », de 200 tonnes et 6 de construction coréenne, du type « Sariwon ».

Les 18 vedettes rapides sont, elles, toutes de fabrication soviétique : 10 de 80 tonnes (classe « Komar ») et 8 de 190 tonnes (classe « Osa »). Ce sont des lance-missiles équipés de l'engin surface-surface « Styx ».

De même les 150 vedettes lance-torpilles et les 100 canonnières de petit tonnage — dont, cependant, quelques-unes sont d'origine chinoise, de la classe « Shanghai ».

La liste des bâtiments comporte encore quelques patrouilleurs de grande patrouille et quelque 60 navires de débarquement. Un programme de 7 frégates est en cours.

Comme l'aviation, la Marine nord-coréenne est manifestement plus puissante que la Marine sud-coréenne. Celle-ci ne possède aucun sous-marin. Dans un conflit qui opposerait les deux Etats de la péninsule, il est certain que la multiplicité des vedettes lance-missiles, lance-torpilles et des canonnières constituerait un élément

de supériorité vis-à-vis de la petite flotte sud-coréenne.

« Certes — a déclaré tout récemment le président sudiste Park Chung Hee — la Corée du Sud dispose d'une population beaucoup plus nombreuse que celle du Nord et d'une puissante armée. Mais, durant ces vingt dernières années, la Corée du Nord n'a cessé de faire des préparatifs de guerre... Ces préparatifs sont maintenant terminés. Et je suis persuadé qu'elle est en mesure d'entreprendre une guerre ! ».

LA PAIX EN CORÉE DÉPEND DES AMÉRICAINS

« Les communistes nord-coréens — a poursuivi le président Park Chung Hee — ne cessent de se livrer à des actes de provocation. Ils sont à l'affût de la première occasion favorable pour envahir, une fois encore, le sud de la péninsule... Ils sont capables des gestes les plus insensés ; et c'est pour nous un motif d'inquiétude perpétuelle ! ».

Il est indubitable que, depuis la fin de la guerre de Corée, le Nord a constamment fait preuve d'une agressivité dangereuse. Le président de la République populaire démocratique n'a jamais fait mystère — on l'a vu — de sa volonté de réunifier, de gré ou de force, les deux nations. Une grande Corée de plus de 50 millions d'habitants intelligents et industriels ne serait-elle pas destinée à devenir, sous un seul maître, une des grandes puissances de l'Extrême-Asie ?

Au printemps de 1977, un voyageur, revenant de Séoul, confirmait que les Coréens du Sud vivent dans une angoisse permanente. Ils ont, en effet, conservé un souvenir cuisant des atrocités commises en 1950-1953 par les troupes du Nord et leurs alliés Chinois. Et ils s'attendent aujourd'hui à une attaque imminente.

Tout le prouve. Pourquoi les gens du Nord s'acharnent-ils à percer, au-dessous de la zone de démarcation, de longs tunnels de plusieurs kilomètres par lesquels il leur serait facile d'infiltrer non seulement des commandos, mais surtout des unités importantes et des chars de combat ? Pourquoi ont-ils organisé sur leur territoire des camps militaires où s'entraîne toute une « armée rouge », faite de Coréens, de Japonais, de Palestiniens, de Cubains, d'Américains du Sud ?

La Corée du Nord n'est-elle pas sur-armée, relativement à la modestie de sa population ? Pourquoi de tels effectifs, tant de divisions, d'engins blindés, d'avions de combat, pourquoi un tel budget de « défense » ? Tout cela est la preuve de préparatifs offensifs.

**

L'inquiétude que ressentent les Sud-Coréens a été avivée par la décision de Washington d'entreprendre le retrait progressif des 30.000

EST & OUEST

Abonnement annuel — France : 115 F.

Marche commun : 152 F.

Etranger : 180 F.

Supplément avion : + 30 F.

est édité par

Le Centre d'Archives et de Documentation

86, boulevard Haussmann - Paris 8^e

C.C.P. PARIS 8477-17

Américains (notamment une division d'infanterie, une brigade d'artillerie anti-aérienne, des « Marines », un groupe de la 5^e Air Force) qui sont stationnés en Corée du Sud.

« Le départ de ces troupes — disent-ils — risque de créer un déséquilibre en Asie du Nord-Est qui menacerait la stabilité et la paix dans cette région du monde... ».

N'est-ce pas là une préoccupation commune aux lointains Coréens et aux Européens occidentaux ?

Ce n'est que si un plan de paix sérieux, était établi dans la péninsule, sous la forme — par exemple — d'un pacte de non-agression entre les deux Corées (comme celui qui est proposé par le président Park) que les forces américaines pourraient, avec le moins de dommages, quitter la Corée.

**

De son côté, Kim Il Sung — bon apôtre — a répété à maintes reprises qu'il désire que la

réunification se fasse selon des voies pacifiques et qu'en l'occurrence son « Parti des travailleurs » n'aurait pas l'intention de modifier la structure sociale du Sud, et ne lui imposerait pas le socialisme. Les deux parties devraient se réunir tout en conservant, chacune, sa doctrine et son système social.

Mais, pour Kim, le problème coréen ne pourra pas être résolu tant que les troupes des États-Unis n'auront pas été chassées de la Corée du Sud.

Cette insistance des gens du Nord à réclamer l'expulsion des Américains est évidemment suspecte. L'armée communiste n'attend-elle pas que le dernier soldat U.S. ait disparu pour tenter une nouvelle invasion du Sud ?

En attendant, plus d'un million de soldats coréens — nord et sud — demeurent face à face de part et d'autre du 38^e parallèle...

GEORGES MAREY.

Le « Kampuchéa démocratique » entre Pékin et Moscou

Cet article était écrit avant que n'ait éclaté ce qu'on appelle déjà « la troisième guerre d'Indochine ».

E. et O.

DANS les anciens États de l'Indochine, on assiste actuellement au plus vif affrontement entre Chinois et Soviétiques par personnes interposées. L'expansionisme vietnamien se manifesta dès le lendemain de la victoire de Hanoï, dont les dirigeants visent à reconstituer une confédération indochinoise englobant le Vietnam, le Laos et le Cambodge sous la férule du Parti communiste vietnamien. Moscou appuie cette politique destinée non seulement à faire de Hanoï le pivot central de la politique de l'Union soviétique en Asie du Sud-Est, mais à édifier un bloc pro-soviétique aux frontières méridionales de la Chine communiste.

Celle-ci, pour écarter cette menace, a décidé de favoriser l'action des forces hostiles à Hanoï. Au Cambodge, traditionnellement anti-vietnamien, le régime sanglant est aidé par les Chinois qui utilisent les Khmers rouges dans leur lutte contre le Vietnam et l'U.R.S.S. Des incidents sérieux opposent continuellement, le long des centaines de kilomètres des frontières orientales du pays, des unités khmères aux forces vietnamiennes. De mai à août 1977, de violents combats dans l'Est du Cambodge ont nécessité l'intervention de l'artillerie et des chars. Le vice-premier ministre vietnamien, ministre de la Défense, le général Vo Nguyen Giap s'est rendu en personne dans la région militaire du Vietnam méridional

proche de la frontière pour superviser les opérations (1).

Sur le plan politique, il semble qu'après une période de froid, les relations entre la Chine communiste et le « Kampuchéa démocratique » se soient réchauffées. Les voyages officiels effectués, l'automne dernier, en Chine populaire et en Corée du Nord, par Pol Pot, secrétaire-général du P.C. cambodgien et premier ministre du gouvernement de Phnom-Penh, marquèrent de façon éclatante son retour au pouvoir après une éclipse d'une année et son désir de conserver une position indépendante. L'accueil plus que chaleureux qu'il reçut lors de ses deux séjours à Pékin, entrecoupés par celui de Pyongyang, permit au dirigeant communiste khmer de se réclamer, dans ses déclarations, du non-alignement pour maintenir son parti dans une ligne fondée sur l'égalité entre les partis. Pour ses hôtes chinois hantés par la menace d'hégémonie soviétique, cela sous-entendait se dégager de l'influence de Moscou.

LE PARTI COMMUNISTE CAMBODGIEN

A son origine, le P.C. khmer fut une simple section cambodgienne du Parti communiste indochinois (P.C.I.) fondé en 1930 par Ho Chi Minh. La plupart des premiers communistes cambodgiens appartenaient à la minorité

(1) Voir à ce sujet le communiqué officiel du gouvernement de Hanoï, publié le 31 décembre 1977, et accusant le Kampuchéa d'agression, de pillages et de massacres.

khmère de Cochinchine, les *Khmers krom*, mais citoyens vietnamiens, comme Sieu Heng, Nguyen Thanh Son dit Hanalakiric, etc.

Après la dissolution du P.C.I., les communistes khmers tinrent, en 1950, une « Conférence du Cambodge libre », sorte de congrès réunissant 200 délégués où il fut décidé de créer un « Front national unifié » avec son « Comité provisoire de libération ». La présidence de ce front échut à un ancien bonze, originaire de Cochinchine, Son Nyoc Minh, membre de l'état-major vietminh du Nam-Bo. Le comité provisoire de libération constitua le « Parti révolutionnaire du peuple cambodgien » dont Sieu Heng fut le premier secrétaire-général, le 3 mars 1951, soit un mois après la tenue du premier congrès du P.C. vietnamien, auquel il assista. Puis ce comité se transforma en « gouvernement de la résistance nationale ». Des représentants de ce « gouvernement », comme Kéo Mas, Sien An et Chi Kim An, se rendirent à Genève en 1954 pour demander à Pham Van Dong d'obtenir la présence à la Conférence internationale sur l'Indochine de délégués de la résistance khmère. Le chef de la délégation vietminh essuya un échec, le royaume du Cambodge étant, depuis novembre 1953, un Etat souverain, indépendant.

Dans les mois qui suivirent la Conférence de Genève, environ 2.000 communistes cambodgiens du Parti révolutionnaire avec leurs principaux dirigeants furent repliés sur Hanoï. Un millier d'autres entrèrent dans la clandestinité, tandis que quelques cadres sacrifiés restèrent sur place pour maintenir une certaine activité grâce à un Parti nouvellement créé le « Pracheachon » (« Parti du Peuple »), filiale du Parti révolutionnaire clandestin. Le *Pracheachon*, disposant de gros moyens et notamment de quatre journaux, chercha à parvenir au pouvoir par des moyens démocratiques. Aux premières élections générales de 1955 il présenta des candidats. Ce fut un fiasco total car le *Pracheachon* totalisa seulement trois pour cent des suffrages et par conséquent n'eut aucun élu. Kéo Mas, plénipotentiaire évincé à Genève mais représentant officiel de Sieu Heng au Congrès mondial de la Paix de Vienne de 1952, ne recueillit que 396 voix à Phnom-Penh où il s'était présenté. Aux élections suivantes, en 1958, le *Pracheachon* accentua encore son déclin en n'obtenant cette fois-là qu'un pour cent des suffrages exprimés !

Devant cette succession d'échecs, la direction du P.C. décida d'entreprendre des actions d'infiltration et de subversion. Complots, activités d'espionnage se succédèrent (rappelons que Non Suon, secrétaire-général du *Pracheachon*, passa en jugement sous ce chef d'accusation, fut condamné à mort, mais grâcié par Sihanouk) jusqu'à la révolte ouverte de 1967, sévèrement jugulée. Celle-ci éclata, par une étrange coïncidence, à une époque où les relations en-

tre le Cambodge et la Chine communiste connaissaient une détérioration sérieuse. Les chefs communistes khmers, comme les deux enseignants Ieng Sary et Saloth Sâr, prirent le maquis, d'autres dirigeants communistes infiltrés dans le monde politique légal du royaume comme Khieu Samphan, Hu Nim et Hou Youn disparurent pour gagner Hanoï avant de se manifester officiellement à Pékin quelques années plus tard.

Sihanouk, peu après sa déchéance, reçut la visite à Pékin de Pham Van Dong arrivant de Hanoï pour lui offrir son assistance dans la lutte que le prince entendait entreprendre contre son pays. Sihanouk ne cacha pas au Premier ministre nord-vietnamien que ce dont il manquait le plus était des cadres militaires. Ce qui expliqua, par la suite, la prépondérance de responsables vietnamiens dans les « Forces armées populaires de libération khmères » (F.A.P.L.K.). Sihanouk laissa ainsi entrer le loup dans la bergerie.

Pour Hanoï, approuvé par Moscou, le territoire khmer devint l'objectif idéal pour un pays expansionniste pouvant recevoir le trop-plein de sa population, c'est-à-dire un Cambodge sans les Cambodgiens.

Une sourde lutte d'influence ne cesse de se poursuivre entre Pékin et Moscou, par Vietnamiens et Khmers rouges interposés.

LA SOURDE LUTTE D'INFLUENCE

Au vide atroce des grandes villes dont toute la population fut déportée, à l'extermination systématique d'innombrables Cambodgiens (2) qui suivirent la victoire communiste, succéda un simulacre de restauration du « gouvernement royal d'union nationale du Kampuchea » (G.R.U.N.K.) sous l'œil bienveillant de techniciens chinois. Personne ne fut dupe, car le G.R.U.N.K., constitué en exil à Pékin malgré plusieurs remaniements donnant la part belle aux communistes, ne répondait plus aux exigences des révolutionnaires du maquis, les Saloth Sâr, vice-président du haut-commandement de « l'Armée de libéra-

(2) Selon François Ponchaud (« *Cambodge, année zéro* », Julliard) la révolution khmère rouge a fait environ 800.000 morts. John Barron et Anthony Paul (« *Murder of a gentle land* » — *Readers' Digest*, édition américaine, et « *Peace with horror* » — Holder and Staughton, édition anglaise) évaluent le nombre des victimes à environ 1.200.000 minimum qui se décomposent en :

- Victimes de l'évacuation forcée des villes en avril 1975 : 400.000 ;
- Victimes de famines : 700.000 ;
- Victimes d'exécutions sommaires : 100.000 (sans les familles).

Khieu Samphan, dans une interview accordée à un journaliste de Colombo, reconnut que sur une population de sept millions de Cambodgiens, il restait actuellement cinq millions de vivants, admettant un million de tués à la guerre, mais fut incapable de préciser ce qu'il était advenu du million omis dans ses calculs.

tion » ; Son Sen, son chef d'état-major général, infiltré dans le parti unique de Sihanouk, le *Sangkum*, ou Nuon Chéa, commissaire politique des F.A.P.L.K.

Les Khmers rouges prochinois furent éliminés, neutralisés ou escamotés à commencer par Sihanouk dès la fin de mars 1976 et l'influence chinoise disparut avec la mort de Chou En-laï. Celle de Moscou, par le truchement de Hanoi, devint prépondérante dès les élections générales du 21 mars 1976, instituées par la Constitution du « Kampuchea démocratique », promulguée le 5 janvier 1976.

A la suite de cette consultation, un gouvernement fut formé avec à sa tête le secrétaire-général du P.C. cambodgien, un certain Pol Pot. Ce nouveau premier ministre fut assisté de deux vice-premiers ministres : Leng Sary, chargé des Affaires Etrangères, et Son Sen, chargé de la Défense. Khieu Samphan, vice-premier ministre du G.R.U.N.K., ministre de la Défense et président du haut-commandement de « l'Armée de libération » devint chef d'Etat.

Le Premier ministre commit une erreur dans le courant de l'été 1976 en faisant état, dans une interview accordée à un journaliste vietnamien, des graves difficultés que rencontrait son gouvernement en matière économique. Une telle franchise de la part d'un dirigeant d'un pays où sévit la famine, ne se pardonna pas. Pol Pot fut « suspendu » de ses fonctions de Premier ministre peu après. Le prétexte officiel invoqué de cette suspension fut : « raison de santé ». Le 27 septembre 1976, l'intérim de Pol Pot fut assuré par Nuon Chea, ancien commissaire politique des F.A.P.L.K., devenu président de l'Assemblée du peuple.

Cette suspension fut d'assez courte durée, Pol Pot recouvra la santé et ses fonctions. Son retour au pouvoir coïncida curieusement avec celui de Teng Hsiao-ping à Pékin et l'élimination de « la bande des quatre » en Chine populaire.

LE « CAMARADE » POL POT

Pour les Cambodgiens avertis, Pol Pot est le nom de guerre d'un métis khmero-vietnamien Saloth Sâr. De taille moyenne, cheveux en brosse, vindicatif, mais sachant se contrôler, Saloth Sâr, alias Pol Pot, poursuit sans relâche la ligne qu'il s'est tracée.

Pendant le temps de sa suspension forcée, Saloth Sâr, alias Pol Pot, suivit de près l'évolution du « Kampuchéa démocratique ». Malgré le quadrillage policier des villes, il ne put ignorer les actions sporadiques de la résistance nationaliste dans les campagnes ni les engagements des unités khmères rouges contre celles du Viet-Nam. Une tentative de coup

d'Etat se serait produite à la fin de février 1977, réprimée dans le sang, comme l'apprit plus tard à Bangkok le général Kriangsak Chamanan, chef d'état-major adjoint de l'armée thaïlandaise. Ce putsch manqué permit, sans doute, à Saloth Sâr de regrouper entre ses mains l'essentiel du pouvoir au détriment de Leng Sary, de Son Sen, hommes de Hanoi, et même du chef de l'Etat, Khieu Samphan, relégué au rôle de président chargé d'inaugurations diverses.

Tout en soulignant, dans ses discours et déclarations officielles prononcés tant à Pékin qu'à Pyongyang, que le « Kampuchéa démocratique » entendait suivre une politique de non-alignement, Saloth Sâr affirma que celle-ci « joue le rôle qui lui revient en participant aux efforts pour faire avancer la cause de la lutte révolutionnaire ».

Peu après son retour de Pékin, en octobre 1977, la radio de Phnom-Penh diffusa un communiqué mentionnant nommément, pour la première fois depuis mars 1976, *Samdech* Norodom Sihanouk approuvant chaleureusement la politique du gouvernement. Après plus d'une année de silence sur l'existence même du prince déchu, cette mention officielle était significative du regain de l'influence de Pékin.

Cette lutte sourde entre les deux grandes puissances communistes au Cambodge entraînera sans doute cet infortuné pays dans de nouveaux malheurs. Le principal responsable de cet état de chose reste Norodom Sihanouk, ancien roi, chef de gouvernement, musicien et cinéaste à ses heures, chef d'Etat déchu, revenu dans son ancien royaume dans les fourgons de l'étranger.

André TONG.

LE P.C.F. ET LES DEUX « PARTIS-FRÈRES »

Le conflit maintenant reconnu officiellement par les Etats communistes vietnamien et cambodgien ne mettra sans doute pas fin aux illusions de ceux qui s'obstinent à voir dans le marxisme-léninisme un moyen de mettre fin aux guerres entre nations. Il aura toutefois le mérite de souligner, une fois de plus, l'inconditionnelle adhésion du P.C.F. à la politique internationale de l'U.R.S.S., quel que soit le territoire ou le problème en cause.

Dans son organe quotidien, le P.C.F., dès l'annonce des événements d'Extrême-Orient, a pris position sans équivoque pour le Vietnam. Michel Strulovici, l'envoyé spécial permanent de *l'Humanité* à Hanoi défendait et illustrait les thèses vietnamiennes dans un article intitulé (en première page) « *Conflit frontalier Vietnam - Cambodge. Il doit être réglé par la négociation, rappelle Hanoi* » (*l'Humanité*, 2.1.1978) :

« Ce qui frappe dès l'abord, c'est la manière des déclarations des deux parties, aux antipodes l'une de l'autre. Les dirigeants khmers se répandent en imprécations. Le gouvernement vietna-

mien rappelle calmement l'historique de ce qu'il faut bien appeler, malheureusement, un conflit... »

On appréciera les nuances du vocabulaire selon le pays cité...

« Il paraît évident que la démarche des dirigeants de Phnom-Penh est un appel à aller plus loin dans l'escalade et à augmenter l'engagement de certaines puissances à leurs côtés, y compris dans le domaine militaire. Un exemple, parmi d'autres, la fable des « grands blonds aux yeux bleus » qui « participaient aux attaques, à l'agression et à l'invasion du Cambodge ». Quand on sait que, aux pires moments de la guerre américaine, le Vietnam a toujours refusé la présence de militaires étrangers, on s'étonne de ce brusque besoin pour repousser les forces armées khmères...

« Il semble bien que, dans cette affaire, il ne soit pas du goût de tout le monde de voir un redressement rapide du Vietnam. »

Revenant le lendemain sur ces « informations », *l'Humanité*, cette fois sans signature,

mettait les affirmations de Phnom-Penh au conditionnel, celles des Vietnamiens à l'affirmatif.

Ce n'est évidemment pas du fait de savantes études ethniques et historiques sur les populations et les terres contestées que provient cette prise de parti du P.C.F., ni de la non-réponse des Khmers rouges à sa demande d'envoi au Kampuchéa d'un journaliste de *l'Humanité*, formulée à plusieurs reprises depuis 1975 (cf. *l'Humanité*, 18.4.1977). Les tyrans au pouvoir à Phnom-Penh se défont pour le moment, à tort ou à raison, de l'U.R.S.S. (On sait quelle fut la duplicité soviétique avant avril 1975).

Le P.C.F. découvre alors — après plus de deux ans — les « atteintes aux droits de l'homme » au Cambodge (*l'Humanité*, 5.9.1977) pour enfin soutenir, sur une querelle nationale, le Vietnam, bien vu de Moscou, contre le Kampuchéa moins docile.

Lénine et la liberté de la presse

Cette étude est largement inspirée de celle qu'a publiée Albert Resis, professeur adjoint d'histoire à l'Université du Nord-Illinois, parue dans *The Russian Review*. Nous nous sommes bornés à y ajouter quelques textes, des commentaires et des sous-titres.

Claude HARMEL

DES avant février 1917, disons pour tenir compte du fait de la guerre, dès avant 1914, la presse jouissait en Russie d'une assez grande liberté. En 1906, le gouvernement avait supprimé la censure préventive, tout en donnant à la police et aux tribunaux des pouvoirs étendus pour saisir et poursuivre les journaux pour appel à la sédition, à la trahison, pour attaques contre l'Eglise ou le Tsar et, pendant huit ans, la presse prospéra.

La déclaration de guerre fut, en Russie comme partout, suivie du retour à la censure, mais avec la Révolution de février, les journaux retrouvèrent leurs libertés et au-delà. Deux lois du 27 avril 1917 consacrèrent cette liberté de la presse et du commerce des périodiques, au prix de contraintes mineures (la déclaration de l'éditeur, des rédacteurs et de l'imprimeur du journal). Les journaux devaient publier dans un délai fixé les mises au point ou démentis officiels aux articles que le gouvernement contestait. *Lui-nik*.

Lénine n'exagérait sans doute pas beaucoup quand le 27 avril 1917, à la conférence de Pétrograd des P.O.S.D.R. (b), il déclarait qu'« il n'existe nulle part ailleurs une liberté comparable à celle dont jouit la Russie » (*Œuvres*, 24, p. 139) (1).

Après la tentative bolchevik des 3-5 juillet 1917, qui échoua de justesse, le gouvernement

promulgua, le 12, une loi qui remettait en vigueur « le statut temporaire sur la censure militaire » du 20 juillet 1914. Le ministre de la Guerre, faisant fonction de ministre de l'Intérieur, pouvait suspendre à titre temporaire les publications approuvant la désobéissance militaire et les incitations à la violence et à la guerre civile. Le 15 juillet, la *Pravda* était interdite.

LÉNINE RÉCLAME DES MESURES

Quinze jours plus tôt, le 30 juin, Lénine dans la *Pravda* avait déjà réclamé des mesures contre la liberté de la presse. Il écrivait :

« La *Rabotchaïa Gazetta*, journal ministériel, signale que la presse qui attise l'antisémitisme et s'efforce de dresser les masses contre les juifs est l'instrument principal de la contre-révolution. Cela est juste. Mais que conclure ? Vous êtes, Messieurs, un parti ministériel. Qu'avez-vous fait pour museler l'ignoble presse contre-révolutionnaire ? Pouvez-vous, vous qui vous dites « démocrates révolutionnaires », renoncer aux mesures contre une presse déchaînée, manifestement contre-révolutionnaire ? Ensuite, pourquoi ne créez-vous pas un organe officiel pour la publication des annonces, afin de tarir la source principale des revenus de l'ignoble presse contre-révolutionnaire et de la priver ainsi de son moyen principal de tromper le peuple ? Où a-t-on été chercher, en effet, qu'il faille arracher maintenant des milliers et des milliers d'hommes à un travail vraiment productif pour éditer la *Novoïe Vremia*, la

(1) Les citations sont faites d'après l'Édition française des « Œuvres » de Lénine, publiée conjointement par les Éditions sociales à Paris et les Éditions en langues étrangères à Moscou.

Malenkaïa Gazéta, la *Rousskaïa Volia* et autres feuilles de la presse rampante.

« Qu'avez-vous fait pour combattre la presse contre-révolutionnaire qui concentre tous ses efforts sur la campagne de haine contre notre parti ? Rien. Vous avez vous-mêmes alimenté cette campagne. Vous étiez absorbés par les luttes contre le danger de gauche » (*Œuvres*, tome 25, p. 98).

Danger qui n'était pas illusoire puisque, quelques jours plus tard, Lénine et ses bolchéviks essayaient d'utiliser le mécontentement populaire pour tenter leur premier coup de force contre le gouvernement provisoire.

Evoquant la répression qui suivit, Lénine même disposerait d'un organe officiel, le *Vest-écrivait* dans *Prolétarskoïé Diélo* le 1^{er} août :

« Que les ouvriers y réfléchissent (*aux mesures prises contre les bolchéviks*) pour savoir le moment venu, l'appliquer à la bourgeoisie.

« Jamais le prolétariat n'aura recours aux calomnies. Il fermera les journaux de la bourgeoisie en déclarant ouvertement par une loi, par un décret du gouvernement que les capitalistes et leurs défenseurs sont les ennemis du peuple. La bourgeoisie, en la personne du gouvernement, notre ennemi, et la petite bourgeoisie, en la personne des Soviets, n'osent pas dire franchement et ouvertement un seul mot sur l'interdiction de la *Pravda* et les causes de sa fermeture. Le prolétariat agira non par la calomnie mais par la parole de vérité. Il dira aux paysans et au peuple tout entier, la vérité sur les journaux bourgeois et sur la nécessité de les interdire (*Œuvres*, t. 25, p. 209).

Ennemis du peuple. Staline et ses acolytes n'auront qu'à puiser à pleines mains dans les écrits de Lénine pour y trouver les formules qui triomphèrent du temps du « culte de la personnalité » (*sic*).

PREMIER PROJET DE LÉNINE

Après l'échec du putsch de Kornilov, les bolchéviks redressèrent la tête, se refirent des forces. Le 15 septembre 1917, dans *Rabotchi Poul*, cherchant « comment assurer le succès de l'Assemblée Constituante », (cette Assemblée qu'il devait dissoudre après qu'elle eût siégé un seul jour !) Lénine revenait sur la liberté de la presse :

« Les capitalistes (et, à leur suite, par stupidité ou par inertie, nombre de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks) appellent « liberté de la presse » la suppression de la censure et la possibilité pour tous les partis d'éditer des journaux à leur gré.

« En réalité, c'est non pas la liberté de la presse, mais la liberté pour les riches, pour la bourgeoisie, de tromper les masses populaires opprimées et exploitées.

« Que l'on en juge. Prenez, par exemple, les journaux de Pétrograd et de Moscou. Vous cons-

tatez aussitôt que, par leur tirage, les journaux bourgeois, la *Retch*, la *Birjovka*, le *Novoïé Vrémia*, le *Rousskoïé Slovo* et leur pareils (car ces journaux sont légion) l'emportent de beaucoup. Sur quoi repose cette prépondérance ? Nullement sur la volonté de la majorité, car les élections montrent que, dans les deux capitales, la majorité (l'immense majorité) est du côté de la démocratie, c'est-à-dire des socialistes-révolutionnaires, des menchéviks et des bolchéviks. Ces trois partis réunissent des trois quarts aux quatre cinquièmes des voix, alors que le tirage global de leurs journaux est certainement inférieur au quart, ou même au cinquième de celui de toute la presse bourgeoise (laquelle, nous le savons et le voyons maintenant, a, directement ou non, défendu Kornilov).

« Pourquoi en est-il ainsi ?

« Chacun le sait parfaitement. L'édition d'un journal est une grande et lucrative entreprise capitaliste, dans laquelle les riches investissent des millions et des millions de roubles. La « liberté de la presse », dans la société bourgeoise, c'est la liberté, pour les riches, de berner, de pervertir, de mystifier systématiquement, sans arrêt, quotidiennement, à des millions d'exemplaires, les pauvres, les masses populaires exploitées et opprimées.

« Telle est la vérité très simple, notoire, évidente, que chacun constate et reconnaît, mais sur laquelle « presque tout le monde » garde « pudiquement » le silence et dont on craint de parler.

« Peut-on, se demandera-t-on, combattre ce mal évident et comment ?

« Il existe tout d'abord un moyen extrêmement simple, très efficace et parfaitement légitime, que j'ai indiqué depuis longtemps dans la *Pravda* et qu'il est tout particulièrement opportun de rappeler aujourd'hui, à l'occasion du 12 septembre, moyen que les ouvriers ne doivent jamais perdre de vue, car ils ne sauraient guère manquer d'en user lorsqu'ils auront conquis le pouvoir politique.

« Ce moyen, c'est la monopolisation par l'Etat de la publicité privée dans les journaux.

« Jetez les yeux sur le *Rousskoïé Slovo*, le *Novoïé Vrémia*, la *Birjovka*, la *Retch*, etc., et vous y verrez une foule d'annonces privées qui rapportent des sommes énormes, constituent même le plus clair des revenus des capitalistes éditeurs de ces journaux. C'est ainsi que la totalité des journaux bourgeois du monde entier font leurs affaires, qu'ils s'enrichissent, qu'ils vendent du poison à l'usage du peuple.

« Il existe en Europe des journaux tirant à un nombre d'exemplaires égal au tiers du nombre des habitants de la ville où ils paraissent (par exemple, 12.000 exemplaires pour 40.000 habitants), et qui, distribués gratuitement dans chaque appartement, n'en rapportent pas moins de beaux revenus à leurs éditeurs. Ces journaux vivent des annonces dont l'insertion leur est payée par des particuliers, et leur livraison gratuite à domicile est le meilleur moyen d'assurer la diffusion de ces annonces.

« Pourquoi, se demandera-t-on, une démocratie qui se dit révolutionnaire ne pourrait-elle pas appliquer une mesure telle que la monopolisa-

tion au profit de l'Etat. de la publicité dans les journaux ? L'interdiction de publier des annonces *ailleurs que* dans les journaux édités par les Soviets en province et dans les villes, et par le *Soviet central* à Pétrograd, pour toute la Russie ? Pourquoi une démocratie « révolutionnaire » devrait-elle tolérer l'enrichissement, par la publicité privée, des riches, des partisans de Kornilov, de ceux qui répandent le mensonge et la calomnie contre les Soviets ?

« Cette mesure serait incontestablement une mesure juste. Elle procurerait d'immenses avantages aussi bien à ceux qui impriment des annonces privées qu'à l'ensemble du peuple, et notamment à la partie la plus opprimée et la plus ignorante de la paysannerie, qui aurait dès lors la possibilité de recevoir pour un prix infime, ou même gratuitement, les journaux *des Soviets* avec suppléments spéciaux pour les paysans.

« Pourquoi ne pas prendre cette mesure ? Uniquement parce que la propriété privée et l'héritage (des revenus provenant de la publicité) sont sacrés pour messieurs les capitalistes. Et dire que l'ont peut reconnaître ce droit comme « sacré » tout en s'intitulant démocrate révolutionnaire au XX^e siècle, à l'époque de la deuxième révolution russe !

« Mais, dira-t-on, ce serait porter atteinte à la liberté de la presse.

« C'est faux. Ce serait élargir et rétablir la liberté de la presse. Car il y a liberté de la presse quand toutes les opinions de *tous* les citoyens peuvent être librement exprimées.

« Or, qu'en est-il à l'heure actuelle ? A l'heure actuelle, *seuls* les riches détiennent ce monopole, ainsi que les principaux partis, alors que si l'on éditait de grands journaux *soviétiques* auxquels serait réservée toute la publicité, il deviendrait parfaitement possible d'assurer à un nombre beaucoup plus élevé de citoyens, par exemple à chaque groupe ayant réuni un nombre déterminé de signatures, l'expression de leurs opinions. La liberté de la presse serait *réellement* rendue beaucoup plus démocratique, incomparablement plus complète, grâce à cette réforme.

« Mais, dira-t-on, où prendre les imprimeries et le papier ? Nous y voilà donc !!! Ce n'est pas de « liberté de la presse » qu'il s'agit, mais de la sacro-sainte propriété des exploiters sur les imprimeries et les stocks de papier dont ils se sont emparés !!!

« Pourquoi devrions-nous, ouvriers et paysans, reconnaître ce droit sacro-saint ? En quoi le « droit » de publier de fausses nouvelles vaut-il mieux que le « droit » de posséder des serfs ?

« Pourquoi, alors que les réquisitions de toute sorte — d'immeubles, de logements, de véhicules, de chevaux, de céréales, de métaux — sont partout admises et pratiquées en temps de guerre, celle des imprimeries et du papier serait elle inadmissible ?

« Non ! On peut tromper les ouvriers et les paysans pendant un certain temps en leur présentant ces mesures comme injustes ou difficilement réalisables, mais la vérité finira par triompher.

« Le pouvoir d'Etat, sous la forme des Soviets, prendra *toutes* les imprimeries et *tous* les stocks de papier pour les répartir *équitable-*

ment : en premier lieu, l'Etat, dans l'intérêt de la majorité du peuple, de la majorité des pauvres, et surtout de la majorité des paysans, que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ont, des siècles durant, tourmentés, dégradés et abrutis.

« En second lieu, les grands partis, réunissant, par exemple, 100.000 ou 200.000 suffrages dans les deux capitales.

« En troisième lieu, les partis moins importants et, ensuite, tout groupe de citoyens comptant un nombre déterminé de membres ou ayant recueilli un nombre déterminé de signatures.

« Ce serait là un mode équitable de répartition du papier et des imprimeries, qui, le pouvoir appartenant aux Soviets, pourrait être appliqué sans aucune difficulté.

« Nous pourrions alors, deux mois avant l'Assemblée constituante, venir effectivement en aide aux paysans, assurer l'envoi dans *chaque* village d'une dizaine de brochures (ou de journaux, ou de suppléments spéciaux) que *chaque* grand parti tirerait à des *millions* d'exemplaires.

« Ce serait [...] vraiment la liberté de la presse *pour tous*, et non pour les riches ; ce serait la rupture avec ce maudit passé de servitude qui nous oblige à tolérer la mainmise des riches sur cette grande œuvre : informer et instruire les paysans ».

Que répondrait M. Brejnev si on lui demandait de mettre un journal à la disposition de tout groupe ayant réuni un certain nombre de signatures ?

L'ACTION DU C.M.R.

Dès qu'il eût déposé le gouvernement provisoire (7 novembre), le Comité Militaire Révolutionnaire (C.M.R.), organe du Soviet de Pétrograd, prit des mesures contre la presse. Le 8, il interdisait sept des principaux journaux de Pétrograd, dont *Rech*, l'organe central des Cadets. Du 16 novembre à la fin du mois, il devait en interdire jusqu'à cinq par jour, pour « activités contre-révolutionnaires ». (Certains n'étant d'ailleurs que la reproduction sous un autre titre d'organes interdits les jours précédents). La plupart étaient des journaux « bourgeois » mais des organes proches des S.R. de gauche et des menchéviks étaient déjà atteints. Ainsi *Golos soldata*, organe du Soviet de Pétrograd des représentants des ouvriers et des soldats.

Le second jour de l'insurrection, le C.M.R. adopta une résolution portant suppression de *tous* les journaux bourgeois et ordonnant l'enregistrement de tous les ouvriers du Livre, l'inventaire du matériel d'imprimerie et des stocks de papier en vue de leur répartition entre les partis socialistes les plus importants.

LE DÉCRET SUR LA PRESSE

C'est pour mettre un peu d'ordre dans ces dispositions et leur conférer plus d'autorité que le Conseil des commissaires du peuple — Sovnarkom — promulgua le 10 novembre son

célèbre décret sur la presse que Lénine signa, bien qu'il n'eût pas tenu la plume :

« A l'heure grave et décisive de la révolution et des jours qui la suivirent, le C.M.R. a été contraint d'adopter des mesures contre la presse contre-révolutionnaire de toutes nuances.

« Aussitôt de tous côtés s'élevèrent des cris que le nouveau pouvoir socialiste avait enfreint par là le principe fondamental de son programme, s'attaquant à la liberté de la presse.

« Le gouvernement ouvrier et paysan attire l'attention de la population sur le fait qu'en notre société sous le couvert de ce paravent libéral se déguise la liberté pour la classe possédante d'empoisonner impunément les esprits et de troubler la conscience des masses par la presse qu'elle a accaparée en sa plus grande partie.

Tout le monde sait que la presse bourgeoise est un des instruments les plus puissants de la bourgeoisie. Surtout au moment critique où le nouveau pouvoir, le pouvoir des ouvriers et des paysans, luttait pour sa consolidation, il n'était pas possible de laisser cette arme intacte aux mains de l'ennemi, dans un temps où elle n'est pas moins dangereuse que les bombes et les mitrailleuses. Voilà pourquoi des mesures furent prises pour couper court au torrent de boue et de calomnies, dans lequel la presse jaune et verte aurait noyé volontiers la jeune victoire du peuple.

Aussitôt que le nouvel ordre se sera consolidé, toute pression administrative sur la presse cessera ; une liberté complète de la presse sera établie, dans le cadre de la responsabilité devant la loi selon la législation la plus large et la plus progressive sur ce point.

Considérant en même temps qu'une enfreinte à la liberté de la presse, même aux moments critiques, n'est admissible que dans la mesure du plus strict nécessaire, le Conseil des Commissaires du Peuple décide :

1°) Seront suspendus seulement les organes de presse, 1° qui appellent à une résistance ouverte ou à l'insubordination envers le gouvernement ouvrier et paysan ; 2° qui sèment des troubles par une perversion calomnieuse des faits ; 3° qui incitent à des actions criminelles, tombant sous le droit commun ;

2°) La suspension des organes de la presse, temporaire ou définitive, ne peut avoir lieu que par décision du Conseil des Commissaires du Peuple ;

3°) Ce règlement n'a qu'un caractère temporaire et sera rapporté par un décret spécial aussitôt que les conditions normales de la vie politique seront rétablies.

Président du Conseil des Commissaires du Peuple.

Vladimir Oulianov (Lénine).

Dans une certaine mesure, ce décret sur la presse tentait de mettre des limites à l'intervention du C.M.R., par exemple en spécifiant de façon relativement restrictive les motifs de suppression des journaux, mais le C.M.R. n'en continua pas moins son action, en particulier la réquisition du matériel d'imprimerie comme propriété d'Etat.

SUPPRESSION DES JOURNAUX

Des journaux interdits au début de 1918, combien furent effectivement remis à d'autres partis et groupes ? (2).

Les presses de l'ancien *Novoïé Vremia* furent attribuées à la *Pravda* bolchévique, le 9 novembre, celles de *Retch* et de *Den* aux *Soldatskaïa Pravda* et *Derevenskaïa Bednota* bolchéviques. Le second congrès pan-russe des Soviets se vit traiter avec égards ; on lui accorda les presses de *Golos Soldata*, le 8 novembre, pour publier les *Izvestiia S'ezda Sovetov*.

Les anarchistes, de leur propre chef, exproprièrent quelques imprimeries et s'en firent concéder d'autres par le C.M.R. L'Union des Anarchistes Indépendants avisa le C.M.R., le 9 novembre 1917, qu'elle avait fermé le *Vol'Nost* « réactionnaire et diffamatoire », et réquisitionné des presses pour son propre usage. Le même jour, le C.M.R. remit les presses de *Birzhevye Vedomosti* et d'*Ogon'Ka* aux organisations anarchistes de Cronstadt et de Petrograd. La Ligue des Anarchistes Indépendants reçut du C.M.R., le 11 novembre, l'autorisation de se servir des mêmes presses.

Les menchéviks de gauche furent les troisièmes bénéficiaires : l'imprimerie de l'ancien *Novoïé Vremia* fut mise à la disposition de *Novaïa Zhizn*, de Gorki, le 15 novembre. Enfin, le droit d'utiliser les presses de l'ancien *Novaïa Rus* fut dévolu aux S.R. de gauche pour leur *Znamia Truda*, le 12 novembre. Les imprimeries réattribuées ne représentaient qu'une partie des presses réduites à l'inaction par l'interdiction des autres journaux.

PROTESTATIONS

Les mesures prises par le gouvernement et le C.M.R. pour supprimer les journaux anti-bolchéviks n'allèrent pas sans résistance. Les écrivains et les publicistes les plus éminents protestèrent avec indignation contre la muse-lière mise à la presse. Les rédactions des journaux poursuivirent la publication des titres interdits sous d'autres noms. Et les ouvriers syndiqués de l'imprimerie, luttant contre le chômage aggravé par les fermetures de journaux, menacèrent de se mettre en grève pour arrêter le fonctionnement de toutes les imprimeries tant que le décret sur la presse ne serait pas révoqué. Mais plus menaçante pour les bolchéviks était l'opposition aux contrôles sur la presse qu'ils rencontraient au Comité Exécutif Central Pan-Russe élu par le second Congrès des Soviets et qui venait des S.R. de gauche, ainsi que de quelques dirigeants bolchéviks.

Les S.R. de gauche et les dissidents bol-

(2) A partir d'ici, nous nous bornons à condenser le texte d'Albert Resis (*E. et O.*).

chéviks étaient disposés à admettre une interdiction des journaux contre-révolutionnaires durant les dix premiers jours de la révolution au moment où la survie du régime soviétique était douteuse. Le péril étant passé, les mesures extraordinaires du décret sur la presse ne leur parurent plus nécessaires. Il était grand temps de revenir à des conditions normales. Il s'ensuivit le débat le plus significatif sur la liberté de la presse durant la révolution bolchévique. Deux résolutions sur cette question furent présentées à la session du Comité exécutif central Pan-Russe du 17 novembre.

[Nous donnons en annexe le compte rendu de cette séance d'après les journaux russes de l'époque (*E. et O.*)].

Au vote, la résolution de Larine réclamant l'annulation du décret sur la presse n'obtint que 22 voix contre 31. La résolution bolchévique 34 pour 24 contre, une abstention.

LES S.R. DE GAUCHE CÈDENT

Battus les S.R. de gauche retirèrent leurs représentants du C.M.R. et des autres organes officiels, tout en demeurant au Comité Exécutif Central Pan-Russe pour protéger les intérêts des ouvriers et des paysans, les dissidents bolchéviks membres du Sovnar kom, dont le porte-parole fut V. Nogin, commissaire au commerce et à l'industrie, démissionnèrent en groupe du gouvernement pour protester contre le gouvernement du parti unique et la pratique permanente de la terreur politique.

Au Comité Exécutif Central Pan-Russe deux jours plus tard, Karelin fit savoir que les S.R. de gauche, pour entrer dans le gouvernement demandaient comme les menchéviks que soit garantie la liberté de faire de l'« agitation » par l'écrit et la parole et que le gouvernement relâche les emprisonnés, sauf ceux dont la mise en liberté mettrait en danger l'ordre nouveau. Staline, au nom des bolchéviks, rejeta les préalables menchéviks, parce que les menchéviks demandaient la libération de tous les emprisonnés pour raisons politiques « sans exception » et la restauration de la liberté de la presse — de toute la presse.

In. Steklov, éditeur des *Izvestia*, (non encore complètement bolchévisées) essaya de préserver la liberté de la presse socialiste. Il présenta une résolution déclarant que le Comité Exécutif Central Pan-Russe assurerait la liberté de la presse socialiste « dans la mesure où elle n'inciterait pas ouvertement à des actions agressives contre le gouvernement soviétique ». Les bolchéviks proposèrent un compromis qui fut adopté à l'unanimité, moins cinq abstentions. Beaucoup de personnes arrêtées avaient déjà été relâchées, les autres seraient libérées sous peu sauf celles qui menaçaient les conquêtes de la révolu-

tion. Tous les journaux, exceptés *Retch*, *Novoïe Vremia*, etc. pourraient paraître librement. Ces concessions réduisirent en partie la résistance des S.R. de gauche et le 30 décembre, sept d'entre eux entrèrent au Sovnarkom.

MONOPOLE D'ÉTAT DE LA PUBLICITÉ

Autre décret important sur la presse : celui qui créa le monopole d'Etat sur les annonces publicitaires. A partir du 21 novembre, seules les publications du gouvernement soviétique dans la capitale et les journaux des soviets locaux eurent le droit d'insérer des annonces payées. Les publications privées violant ce décret seraient supprimées. Les agences de publicité durent transmettre les annonces qui leur avaient été confiées et l'argent reçu aux journaux des Soviets. Toute infraction à ces dispositions entraînait la confiscation des biens et un emprisonnement qui pouvait être de trois ans. Ce décret ne fut bientôt plus qu'une clause de style puisque la plupart des journaux possédés par des particuliers cessèrent de paraître.

Une brève tentative pour améliorer la condition des journalistes fut faite le 31 décembre. Le S.R. de gauche I.Z. Steinberg, commissaire du peuple à la justice institua par décret des tribunaux révolutionnaires de la presse, alors que les bolchéviks faisaient passer les journalistes devant les tribunaux révolutionnaires réguliers. Mais le 28 janvier 1918, le Sovnarkom promulgua son propre décret sur les tribunaux révolutionnaires de la presse, signé par Lénine. Le décret de Steinberg prévoyait des sanctions contre les journaux délictueux, non contre les personnes ; le décret du Sovnarkom donnait aussi pouvoir aux tribunaux de condamner les journalistes coupables à la « privation de liberté », au bannissement dans des régions éloignées, à la déportation hors de la République russe et à la perte des droits politiques.

DISPARITION DES DERNIERS JOURNAUX NON BOLCHÉVIKS

Il serait trop long de suivre l'anéantissement progressif de la presse autre que bolchévik.

Notons que le 17 décembre, une directive du Sovnarkom ordonna l'arrestation et le jugement de Tseretelli, Tchernov, Dan, Skobelev, Gots et V.N. Rosanov, pour avoir publié le 15 décembre un numéro de *Revolutsionnyi Nabat* (autre titre du *Golos soldata*) où le gouvernement soviétique était accusé de « vendre la Russie à Guillaume » et de « libérer Nicolas Romanov ».

Le 18 mars 1918, le Sovnarkom fit interdire tous les journaux « bourgeois » parce qu'ils critiquaient le traité de Brest-Litovsk.

Le déclenchement de la guerre civile aboutit à la suppression de la presse « menchévik internationaliste » et S.R. de gauche. Le 14 juin, le Comité Exécutif Central Pan-Russe avait expulsé de ses rangs les menchéviks et les S.R. de droite et du centre, sous l'accusation d'alliance avec les contre-révolutionnaires. Trois semaines plus tard, le 9 juillet, après le soulèvement dirigé par les S.R. de gauche, le Soviet de Moscou révoqua tous les certificats d'enregistrement de la presse, liquidant ainsi effectivement la presse menchévik et S.R. de gauche. Un communiqué fit savoir que l'interdiction des journaux à Moscou demeurerait en vigueur jusqu'à la consolidation et au triomphe complets de la République des Soviets de Russie. Une suspension temporaire de cette interdiction permit aux internationalistes menchéviks de publier *Vsegda Vpered* à la fin de 1918. Mais le journal fut à nouveau interdit à la suite du numéro du 20 février 1919, qui aurait prétendument appelé les Rouges, mais non les Blancs à cesser la guerre civile. Le Comité Exécutif Central Pan-Russe, adoptant une résolution rédigée par Lénine, le 25 février, déclara que le journal ne pourrait pas reprendre sa publication tant que les menchéviks n'auraient pas montré par des actes qu'ils avaient rompu avec les contre-révolutionnaires et qu'ils étaient décidés à se joindre fermement à la défense du pouvoir soviétique. Finalement, l'organe des Syndicats de l'imprimerie de Moscou fut fermé en mars 1919 parce qu'il avait publié les résolutions adoptées par la Conférence menchévik de décembre 1918.

LA PREMIERE CONSTITUTION

Le décret sur la presse promettait qu'il serait « révoqué par oukase spécial lorsque des conditions normales de vie publique » seraient restaurées. Un tel oukase ne fut jamais promulgué. Le décret fut vraisemblablement remplacé par la Constitution de la République socialiste des Soviets de Russie, ratifiée le 10 juillet 1918, qui stipulait :

« Pour assurer aux travailleurs une liberté authentique d'exprimer leur opinion, la République socialiste fédérative de Russie met fin à la dépendance de la presse par rapport au capital et transfère à la classe ouvrière et paysanne pauvre toutes les ressources techniques et matérielles pour la publication de journaux, pamphlets, livres et autres matières imprimées, et en garantit la circulation sans obstacle à travers le pays ».

A cette date, la plus grande partie de la presse bourgeoise avait été liquidée et l'extirpation finale de la presse socialiste se préparait. Peu après, Lénine demandait théâtralement : « Y a-t-il un pays au monde dans lequel

le travailleur moyen « jouisse de quelque chose approchant une telle liberté... d'utiliser les plus grandes imprimeries et des plus vastes stocks de papier pour exprimer ses idées et défendre ses intérêts... qu'en Russie soviétique ? ».

Soixante ans après la révolution d'octobre, l'argument de Lénine qui n'avait déjà pas grande valeur quand il écrivait à Miasnikov n'en a plus aucune.

La presse pour autant n'en a pas été libérée dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

UNE LETTRE DE LÉNINE

La suppression des journaux antibolchéviks avait été présentée comme une mesure inévitable en temps de guerre civile, mais temporaire.

Lorsque la paix revint, des voix s'élevèrent à l'intérieur du parti lui-même pour réclamer le retour au régime antérieur de liberté.

C'est ainsi que Lénine reçut du « camarade G.I. Miasnikov, de Perm, une lettre qui réclamait « la liberté de la presse depuis les monarchistes jusqu'aux anarchistes » (3).

Lénine lui répondit le 5 août 1921 sur un ton amical qui donne encore plus de poids à son refus définitif :

«... Liberté de la presse depuis les monarchistes jusqu'aux anarchistes »... Fort bien ! Mais veuillez me pardonner, tous les marxistes et tous les ouvriers qui ont réfléchi à nos quatre années d'expérience révolutionnaire diront : examinons de *quelle* liberté de presse il s'agit ? Pour *quoi* ? Pour *quelle* classe ?

Nous ne croyons pas aux « absolus ». Nous nous rions de la « démocratie pure ».

Le mot d'ordre de « liberté de la presse » a pris une portée universelle à la fin du moyen âge jusqu'au XIX^e siècle. Pourquoi ? Parce qu'il émanait de la bourgeoisie progressiste, en lutte contre les prêtres, les rois, les féodaux et les seigneurs terriens.

Il n'est pas un pays au monde qui ait fait et fasse autant que la R.S.F.S.R. pour affranchir les masses de l'influence des *prêtres* et des *propriétaires fonciers*. *Mieux que tous les autres* pays du monde, nous avons réalisé et réalisons cette tâche de « liberté de la presse ».

Dans tous les pays où il y a des capitalistes, la liberté de la presse est la liberté *d'acheter* les journaux, *d'acheter* les écrivains, de *corrompre*, *d'acheter* et de fabriquer l'« opinion publique » *en faveur de la bourgeoisie*.

C'est un fait.

Nul ne saura jamais le réfuter.

Et chez nous ? Qui peut nier que la bourgeoisie est battue, *mais non anéantie* ? Qu'elle est *tapie aux aguets* ? Nul ne saurait le nier.

(3) Miasnikov fut expulsé du parti en février 1922.

Dans la R.S.F.S.R., entourée des ennemis bourgeois du monde entier, la liberté de la presse, ce serait la liberté *d'organisation politique* de la bourgeoisie et de ses valets les plus fidèles, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires.

C'est un fait irréfutable.

Pour le moment, la bourgeoisie (du monde entier) est plus forte que nous, et de plusieurs fois. Lui donner au *surplus* une arme comme la liberté d'organisation politique (= la liberté de la presse, car la presse est le centre et la base de l'organisation politique), c'est faciliter la tâche à l'ennemi, aider l'ennemi de classe.

Nous ne voulons pas nous suicider ; aussi, ne le ferons-nous pas.

Nous voyons clairement ce *fait* : la « liberté de la presse » signifie *en réalité* que la bourgeoisie internationale va acheter immédiatement des centaines et des milliers d'écrivains cadets, socialistes-révolutionnaires et menchéviks, que leur propagande, leur lutte contre nous va être organisée.

C'est un fait. « Ils » sont plus riches que nous et ils vont acheter une « force » dix fois plus grande que notre force à nous.

Non. Nous ne le ferons pas, nous n'aiderons pas la bourgeoisie internationale.

Comment avez-vous pu abandonner l'appréciation de classe, c'est-à-dire le point de vue de l'appréciation des rapports entre *toutes* les classes pour *tomber* dans l'appréciation sentimentale petite-bourgeoise ? C'est une énigme pour moi.

Dans la question de la « paix civile ou guerre civile », dans la question de savoir comment nous avons gagné et *continuerons* à « gagner » les paysans (à la cause du prolétariat), dans ces deux questions capitales, fondamentales, mondiales (qui touchent le *fond* de la politique mondiale auxquelles sont consacrés vos *deux* articles), vous *avez su* adopter le point de vue marxiste et non petit-bourgeois, sentimental. Vous avez su avec *sérieux* et clairvoyance *considérer* les rapports entre *toutes* les classes.

Et voilà que brusquement vous tombez dans le gouffre du sentimentalisme.

... « Il se produit chez nous un tas de scandales et d'abus : la liberté de la presse les dénoncera »...

Voilà, à en juger par vos deux articles, sur quoi vous avez buté. Vous vous êtes laissé *accabler* par un certain nombre de *faits* fâcheux et navrants, et vous avez perdu la faculté de *considérer* les forces avec *clairvoyance*.

Notre prochain n° sera consacré à : « **L'équivoque Socialiste** », l'exemplaire : 6 F 50. Prix spéciaux pour achat en quantité.

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs les numéros spéciaux d'**Est et Ouest** : N° 601 : « **Le Parti communiste n'a pas changé** », I. - Des changements qui n'en sont pas. — N° 603 : « **Le Parti communiste n'a pas changé** », II. - Le Centralisme démocratique.

La liberté de la presse accroîtra *la force* de la bourgeoisie mondiale. C'est un fait. La « liberté de la presse » ne servira pas à *épurer le Parti communiste* de Russie de ses faiblesses, erreurs, calamités, maladies (il y a un tas de maladies, c'est incontestable), car la bourgeoisie mondiale *ne le veut pas* ; la liberté de la presse deviendra une arme entre les mains de *cette bourgeoisie mondiale*. Elle n'est pas morte. Elle vit toujours. Elle est là tout près et nous guette. Elle a déjà *engagé* Milioukov, servi avec zèle et fidélité par Tchernov et Martov (en partie par sottise, en partie par haine fractionnelle à notre égard, mais surtout par la logique objective de leur position démocratique petite-bourgeoise).

« Allant chez Pierre, vous vous êtes retrouvé chez Paul. »

Vous vouliez *guérir* le Parti communiste, et vous avez saisi le *remède* qui à coup sûr provoquera la mort ; non de votre part, bien sûr, mais de la part de la bourgeoisie internationale (+ Milioukov + Tchernov + Martov).

Vous avez oublié un détail, un tout petit détail : la bourgeoisie mondiale et sa « liberté » de s'acheter les journaux, de s'acheter les *centres d'organisation politique*.

Non. Nous ne suivrons pas cette voie. Sur mille ouvriers conscients, *neuf cents* ne s'engageront pas dans cette voie.

Nombreuses sont nos maladies. Des erreurs (nos erreurs *communes*, tout le monde s'est trompé, le *Conseil du Travail et de la Défense*, le *Conseil des Commissaires du Peuple*, le Comité central), comme dans la répartition des combustibles et des *vivres*, en automne et en hiver 1920 (erreurs monumentales !!), ont encore aggravé notre situation.

La misère et les calamités sont immenses.

La famine de 1921 les a *accentuées* diablement.

Nous aurons un mal du diable pour en sortir, mais nous en sortirons ! Nous avons commencé à en sortir.

Nous nous en sortirons, car notre politique a une base juste, elle considère *toutes* les forces de classe à l'échelle *internationale*. Nous nous en sortirons, car nous ne maquillons pas notre situation. Nous connaissons toutes les difficultés. Nous voyons *toutes* les maladies. Nous les soignons systématiquement, avec persévérance, sans nous laisser aller à la panique.

Vous vous êtes laissé gagner par la panique et vous avez glissé sur cette pente jusqu'à fonder quelque chose dans le genre d'un nouveau parti ou vous suicider.

Il ne faut pas se laisser aller à la panique.

Des cellules communistes détachées du parti ? Il y en a. C'est un mal, un malheur, une maladie.

Il y en a. Maladie grave.

Nous la voyons.

Il faut la soigner par des mesures prolétariennes et du parti, et non par la « liberté » (*pour la bourgeoisie*).

Ce que vous dites du relèvement de l'économie, de la « charrue automobile », etc., de la

lutte pour l' « influence » parmi les paysans, etc., contient *beaucoup* d'idées vraies et utiles.

Pourquoi ne pas les *faire ressortir*? Nous nous entendrons et travaillerons en bonne intelligence dans un seul parti. Le profit en sera immense, *non pas d'un seul coup*, mais très lentement.

Il faut animer les Soviets, attirer des sans-parti, faire contrôler l'activité des membres du parti par des *sans-parti*, c'est absolument vrai. C'est un *morceau* à travailler. Un champ immense demeure en friche.

Pourquoi ne développeriez-vous pas *tout cela*, de façon concrète, dans une brochure pour le congrès?

Pourquoi ne vous attaqueriez-vous pas à cela?

Pourquoi vous laisser effrayer par ce *gros ouvrage*? (*Pourchasser* les abus par la Commission centrale de contrôle, par la presse du parti, par la *Pravda*?) Ceux qui n'ont pas confiance dans le gros ouvrage, lent, difficile, pénible, se laissent gagner par la panique et cherchent une solution « facile »: « la liberté de la presse » (*pour la bourgeoisie*).

Pourquoi insistez-vous sur votre erreur, une erreur évidente, sur le mot d'ordre de « liberté de la presse » *anti-prolétarien* et contraire aux principes du parti? Pourquoi ne vous attaqueriez-vous pas à un travail moins « brillant » (brillant d'un éclat bourgeois), au gros ouvrage, à l'élimination effective des abus, à la lutte effective contre eux, à l'aide effective aux sans-parti?

Quand avez-vous signalé au C.C. un abus précis? et un *moyen* précis pour y remédier, pour l'extirper?

Pas une fois.

Pas une seule fois.

Vous avez constaté un tas de calamités et de maladies, vous vous êtes laissé aller au désespoir et vous êtes tombé dans d'autres bras, dans ceux de la bourgeoisie (« la liberté de la presse » *pour la bourgeoisie*). Moi, je vous conseille de ne pas vous laisser aller au désespoir ou à la panique.

Nous et nos sympathisants, les ouvriers et les paysans, nous possédons encore des forces infinies. Nous avons encore beaucoup de santé.

Nous ne soignons pas bien nos maladies.

Nous appliquons mal le mot d'ordre: promouvez des sans-parti, faites contrôler le travail des membres du parti par des sans-parti!

Mais nous pouvons faire et nous ferons dans ce domaine cent fois plus qu'aujourd'hui.

J'espère qu'après mûre réflexion, vous ne persisterez plus par amour-propre mal placé dans votre erreur politique manifeste (« la liberté de la presse »), et, après avoir maîtrisé vos nerfs et vaincu la panique, vous vous attacherez à un travail concret: renforcer la *liaison* avec les sans-parti, aider les sans-parti à *contrôler* le travail des membres du parti.

Dans ce domaine, il y a une foule de choses à faire. C'est par ce travail que l'on peut (et que l'on doit) soigner la maladie lentement, mais efficacement, au lieu de s'obscurcir le cerveau avec la « liberté de la presse », ce « brillant feu follet » (Lénine, Œuvres, t. 32, pp. 536-541).

Annexe

Un débat sur la liberté de la presse le 17 Novembre 1917

En 1929, Serge Oldenbourg a publié chez Payot, dans la *Collection de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la Guerre mondiale*, un recueil de documents relatifs à la prise du pouvoir par les bolchévistes — ainsi qu'il disait — sous le titre « *Le coup d'Etat bolchéviste, 20 octobre-3 décembre 1917* ». De cet ouvrage — qu'on ferait bien de rééditer, nous extrayons le compte rendu des débats au Comité Exécutif Central le 17 novembre 1917, compte rendu emprunté par S. Oldenbourg à *Novaja Jizn* du 18 novembre pour la première partie, aux *Izvestia* des 19 et 20 novembre pour la seconde.

Au C.E.C. la question de la presse est enfin posée. Kamenev préside.

Larine présente un rapport sur cette question, disant qu'au moment où les élections à la Constituante approchent, la situation présente de la presse doit être modifiée. Les mesures contre la presse qui furent adoptées pouvaient s'expliquer au cours de la lutte, mais ne doivent plus s'appliquer au moment présent. La presse doit être libre, on peut seulement exiger que la presse n'incite pas à la révolte. Toute censure doit être abolie et nulle répression contre la presse ne doit être exercée en dehors d'un tribunal spécial à constituer, dont doivent

relever toutes les questions de poursuites politiques, arrestations, etc. Du nouveau gouvernement, dit Larine, ne peuvent émaner des ordres pareils à l'ordre barbare de Mouraviov. Larine propose la résolution suivante:

1° Le décret de Lénine sur la presse est aboli.

2° Toutes les poursuites politiques ne peuvent avoir lieu que par ordre du tribunal spécial, élu par le C.E.C. avec représentation proportionnelle des fractions. Ce tribunal peut arrêter toutes les poursuites qui ont eu lieu.

Le bolchévik *Avanessov*, parlant après Lénine, propose de renvoyer la question de la presse jusqu'à ce que la question générale du compromis soit résolue.

Après un bref débat, cette proposition est repoussée et l'assemblée passe à la discussion de principe sur la presse.

Avanessov prend la parole à nouveau et déclare: « Dans la bouche d'un socialiste, la liberté de la presse a un autre sens qu'à l'ordinaire. La révolution en cours ne s'arrête pas devant l'atteinte au droit de propriété privée, c'est sous cet aspect qu'il faut envisager la question de la presse ».

Avanessov propose la résolution suivante au nom de la fraction bolchéviste:

« La suspension des journaux bourgeois n'est pas uniquement motivée par des considérations de combat au moment de l'insurrection ; elle est une mesure nécessaire pour la transition à un régime nouveau de la presse, un régime sous lequel les capitalistes possédant les imprimeries et le papier ne pourront plus devenir les fabricants autoocratiques de l'opinion publique. La mesure suivante doit consister dans la confiscation des imprimeries privées et de leurs réserves de papier, et leur remise au pouvoir soviétique, au centre et sur place, afin que les partis et les groupements puissent disposer des moyens d'impression en proportion de la force de leurs idées, c'est-à-dire en proportion du nombre de leurs adhérents.

« Le rétablissement de la soi-disant liberté de la presse, c'est-à-dire le retour pur et simple des imprimeries et du papier aux capitalistes empoisonneurs de l'opinion publique, serait une capitulation inadmissible devant la volonté du capital et l'abandon d'une des positions essentielles de la révolution ; ce serait donc une mesure contre-révolutionnaire.

« Le C.E.C. repousse avec énergie toute proposition tendant au rétablissement de l'ancien régime pour la presse et soutient dans cette question inconditionnellement le Conseil des Commissaires du Peuple, se prononçant contre les prétentions et les revendications dictées par des préjugés petits-bourgeois, ou l'asservissement direct aux intérêts de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ».

La lecture de cette résolution provoque des remarques ironiques du côté des s.r. de gauche.

Le représentant de ce groupe, *Karéline*, proteste contre la résolution. Il indique qu'il y a trois semaines les bolchéviks réclamaient la liberté de la presse. Les arguments de cette résolution, dit *Karéline*, rappellent le point de vue de l'Union du Peuple Russe et des censeurs du régime tsariste, même dans leur style, car ceux-là parlaient aussi de l'empoisonnement du peuple.

[*Novaja Jizn*, 18, XI].

**

Trotsky : « Il y a deux questions ici qui sont liées entre elles : 1° les répressions en général ; 2° celle de la presse. Exiger pendant la guerre civile que toute répression cesse, c'est exiger que cesse la guerre civile. Seuls les adversaires du prolétariat, les partisans du côté opposé, peuvent exiger cela. Les adversaires que nous combattons dans la guerre civile ne nous proposent pas la paix. J'affirme que personne ne peut se porter garant pour les partisans de Kornilov. Dans les conditions de la guerre civile, la suspension des journaux ennemis est une mesure légitime. Certes, il faut arriver à un régime durable pour la presse. Nous voulons établir un régime pareil. Dans notre presse de parti, longtemps avant l'insurrection, nous n'avons pas envisagé la liberté de la presse sous l'angle de vue des propriétaires d'imprimeries. Les mesures qu'on applique pour éliminer certaines personnalités doivent être appliquées aussi à la presse. Nous devons confisquer les imprimeries et les réserves de papier et déclarer que c'est une propriété sociale. (*Dans la salle on réplique* « propriété bolchéviste »). Oui, notre but, c'est d'en faire une propriété sociale. Tous les groupes peuvent prétendre au papier et aux imprimeries, tous les soldats et paysans. Tout soldat, ouvrier et paysan comprendra que ce n'est pas pour laisser le monopole [de la presse] aux mains du vieux pouvoir que nous nous sommes emparés du pouvoir. Nous déclarons que le *Novoïe Vremia*, qui n'a pas eu de partisans aux élections, ne peut avoir ni une lettre de composition ni une feuille de papier.

« Aussi longtemps que la *Rousskaïa Volian* n'est qu'un organe des banques, elle n'a pas le droit d'exister. Cette mesure ne doit pas s'éterniser, mais nous ne pouvons pas retourner à l'ancien régime capitaliste. Le passage du pouvoir aux Soviets, c'est la transition de la politique bourgeoise au régime socialiste. Pourquoi Souvarine pouvait-il éditer un journal grandiose ? Parce qu'il avait de l'argent. Pouvons-nous tolérer que pendant les élections à la Constituante les souverinistes puissent répandre leur poison ? Est-ce admissible, en général, qu'existent des journaux qui ne tiennent point par la volonté de la population, mais la volonté des banques ? Tous les moyens d'impression doivent devenir la propriété du pouvoir soviétique. Vous dites que nous avons revendiqué la liberté de presse pour la *Pravda*. Mais alors les conditions étaient telles que nous demandions le programme minimum. Maintenant, nous voulons le maximum. Je ne doute pas que les représentants des ouvriers et des soldats soient de mon côté (*applaudissements*).

« Les soldats retourneront à leurs unités, les paysans dans leurs villages, et ils diront qu'il y a deux points de vue : 1° la liberté de presse pour les journaux bourgeois ; 2° la réquisition du papier et des imprimeries, et leur mise à la disposition des ouvriers et des paysans ».

Karéline : « Il existe une morale des Hottentots : quand on me vole ma femme c'est mal ; quand j'en vole une, c'est bien. Je me rappelle cela parce que le cam. Trotsky nous a jeté cette remarque : « il est étonnant d'entendre parler ainsi un parti dont la presse est libre ». Nous n'avons pas deux codes de morale. Mais je veux poser cette question sur le terrain de l'opportunité politique. Est-il opportun d'appliquer la muselière ? L'histoire nous enseigne que dès qu'une pression a été exercée contre un courant d'idées, son auréole a grandi. Le fruit défendu semble doux. Je me rallie à l'idée du cam. Trotsky que l'emprise du capitalisme sur la pensée doit être supprimée. Mais des mesures pareilles sont risquées. On peut y remédier en apportant largement des secours matériels, mais sans museler la pensée. Il est dit dans la résolution que les partis ou groupes doivent disposer des journaux selon le nombre de leurs adhérents.

« Mais une statistique pareille est-elle possible ?... Le cam. Trotsky dit que nous adoptons le point de vue des capitalistes. Je réponds que celui qui raisonne ainsi adopte le point de vue d'un détenteur du pouvoir. Celui qui se sent être le vrai représentant de la volonté populaire ne va pas craindre une idée plus faible ; ou bien, s'il la craint, c'est que son propre point de vue est faible. Le cam. Trotsky demande : de qui émane la revendication d'une presse libre ? De ceux pour qui le mouvement populaire est le plus cher. Nous craignons que le mouvement populaire en souffre, si nous conservons longtemps ces mesures qu'au début nous avons jugées indispensables. Nous considérons que l'honneur et la dignité du mouvement populaire exigent la cessation de la guerre civile ».

Lénine : « Le cam. *Karéline* affirme que le chemin qu'il emprunte conduit au socialisme, mais avancer de cette façon vers le socialisme, ce serait plutôt reculer. Trotsky a raison : c'est au nom de la liberté de la presse que fut déclenchée la révolte des junkers, que fut déclarée la guerre à Pétersbourg et à Moscou. Cette fois-là, les s.d. n'agissaient pas en socialistes-révolutionnaires. Cette semaine-là, toutes les lignes du télégraphe étaient aux mains de Kérénski. Le *Vikjel* était de leur côté. Mais ils n'avaient pas de troupes. Il est apparu que l'armée était pour nous. Un groupe infime commença la guerre civile. Elle n'est pas finie. Les

kalédiniens s'approchent de Moscou, les troupes de choc, de Pétrograd. Nous ne voulons pas la guerre civile. Nos troupes ont fait preuve d'une grande patience. Elles ont attendu, et ce sont les troupes de choc qui, les premières, ont tué trois des nôtres. A Krasnov on n'appliqua que des mesures bénignes. Il fut condamné à l'arrestation à domicile.

« Nous sommes contre la guerre civile. Si elle continue néanmoins, que devons-nous faire ? Troski a raison de vous demander : au nom de qui parlez-vous ? Nous avons demandé à Krasnov s'il pouvait signer pour Kalédine que celui-ci ne continuerait pas la guerre civile. Il a répondu, évidemment, qu'il ne le pouvait pas. Comment allons-nous donc cesser les poursuites contre un ennemi qui, lui, n'a pas cessé les hostilités ?

« Quand on nous offrira des conditions de paix, nous allons négocier. Mais, en attendant, la paix nous est offerte par ceux dont elle ne dépend point. Tout cela, c'est de belles paroles. Le *Retch* c'est l'organe des kalédiniens. Nous admettons que les s.r. sont tout à fait sincères, mais derrière leur dos se tiennent, néanmoins : Kalédine et Milioukov.

« Plus vous serez fermes, soldats, et plus nous pourrions atteindre. Au contraire, on nous dira « ils ne sont pas bien forts s'ils laissent paraître Milioukov ». Nous avons déclaré à l'avance que nous suspendrions les journaux bourgeois si nous prenions le pouvoir en mains. Tolérer l'existence de ces journaux, c'est cesser d'être socialiste. Celui qui dit « libérez les journaux bourgeois ! » ne comprend pas que nous marchons à toute vitesse vers le socialisme. On a bien suspendu les journaux réactionnaires quand le tsarisme fut renversé. Maintenant, nous avons secoué le joug de la bourgeoisie. La révolution sociale, ce n'est pas notre fantaisie, elle est proclamée par les membres du Congrès des Soviets, personne n'a protesté, tous ont accepté le décret qui la proclame. La bourgeoisie a proclamé : liberté, égalité, fraternité. L'ouvrier dit : « je n'ai que faire de ça ». On nous dit : « vous rétrogradez ». Non, camarades, ce sont les s.r. qui rétrogradent vers Kérénski. On nous dit qu'il y a du nouveau dans notre résolution. Je crois bien qu'il ya du nouveau, c'est que nous marchons vers le socialisme. Quand les s.r. parlaient dans les I^{er} et II^{er} Dumas, on les accueillait de railleries, parce qu'ils disaient du nouveau.

« Les annonces privées doivent être l'objet d'un monopole. Les membres de l'union des ouvriers d'imprimerie envisagent la question sous l'aspect de leur morceau de pain. Nous le leur donnerons, mais sous une autre forme. Nous ne pouvons permettre à la bourgeoisie de nous calomnier. Il faut immédiatement nommer une commission qui va élucider la question de la dépendance de la presse bourgeoise des banques. Nous devons nous rendre compte : quelle « liberté » ont-ils achetée ces journaux ? Est-ce la liberté d'acheter une grande quantité de papier et de soudoyer un grand nombre d'écrivassiers ? Nous devons nous éloigner de cette liberté de la presse qui dépend du capital. Cette question a une importance de principe. Si nous marchons vers la révolution sociale, nous ne pouvons laisser ajouter aux bombes de Kalédine les bombes du mensonge.

« Notre projet de loi, certes, a ses défauts. Mais ce sont les Soviets qui devront l'appliquer partout, ils l'adapteront aux circonstances locales... Nous ne sommes pas des bureaucrates et nous ne voulons pas appliquer tout partout et à la lettre, comme le faisaient les anciennes chancelleries. Je me rappelle que les s.r. disaient : « à la campagne, on sait si peu. Là, on puise tout dans le *Rousskoïé Slovo* ». C'est notre faute, nous

avons laissé si longtemps les journaux aux mains de la bourgeoisie. Il faut marcher en avant, vers la société nouvelle, et traiter les journaux bourgeois de la même façon qu'on a traité les journaux réactionnaires en février-mars ».

Le cam. *Malkine* : « C'est à tort que le cam. Lénine nous reproche de marcher vers le socialisme « en reculant ». Il sied au cam. Lénine encore moins qu'à d'autres de parler ainsi, à lui qui voulait venir au socialisme en proposant [aux paysans] ses fameux « morceaux » et qui, maintenant, a adopté tout notre programme agraire, la socialisation de la terre !

« Quand cette résolution nous fut soumise, nous avons pensé que la dictature de répression proposée n'était qu'un dérivé de la dictature de la panique qui s'est emparé des maximalistes bolchéviks restés dans un isolement victorieux. Mais, dans les discours de Lénine et de Trotski nous avons vu une tentative d'affirmer cette dictature sur le terrain des idées.

« Nous repoussons net cette conception qui voudrait introduire le socialisme par une voie quasi violente, par la force des armes.

« Pour nous, le socialisme ce n'est pas seulement la lutte pour les biens matériels, mais pour le bien moral suprême de l'humanité.

« L'attrait du mouvement révolutionnaire réside dans le fait que ce mouvement nous apporte non pas la vérité d'un estomac affamé, mais la vérité supérieure d'une individualité humaine affranchie.

« Ce n'est pas en supprimant les journaux bourgeois que nous allons vaincre, mais parce que notre programme et notre tactique expriment les intérêts des grandes masses opérantes et réalisent la coalition solide des soldats, ouvriers et paysans.

« Le cam. Lénine nous parlait des calomnies de la presse bourgeoise contre le cam. Tchernov. Eh bien, quoi donc ? Est-ce que la vérité sur Tchernov n'a pas vaincu et n'a pas enseveli une fois pour toutes les calomnies de la presse jaune ? Au mensonge du gosier multimillionnaire de la presse bourgeoise et jaune nous avons répliqué par la vérité des révolutionnaires et des socialistes.

« Les masses ouvrières ont une boussole infaillible, la lutte en masse, et les couches arriérées de la démocratie viendront à nous tôt ou tard. Nous, les s.r., nous avons été prisonniers sous le tsarisme, mais jamais nous n'étions esclaves et nous ne voulons fonder pour qui que ce soit un régime d'esclavage.

« Nous vous rappelons, à vous, marxistes, que les nouvelles relations sociales ne se décrètent point ; qu'on ne peut tout prouver [d'un coup] ; qu'il faut démontrer dans le procès de la lutte sociale que la lutte pour le socialisme se poursuit par paliers.

« Quand l'union coopérative, la municipalisation, la socialisation de toute une série de branches de l'économie nationale aura eu lieu, alors nous n'aurons pas à craindre la presse bourgeoise ; qu'elle essaye donc d'entraîner les masses à sa suite, elle ne la suivront pas.

« Nous n'admettons pas la critique par les armes, mais l'arme de la critique doit rester aux mains de chacun dans la Libre République Russe.

« Celui qui se considère vaincu, est presque vaincu. Votre tactique est une tactique de vaincus, et non pas de vainqueurs manifestant leur magnanimité prolétarienne non seulement envers l'ennemi au champ de bataille, au front intérieur, en évitant l'effusion de sang, mais aussi à tous leurs adversaires politiques et de classe. Vous rabaissez le mouvement socialiste, vous le privez de sa force morale intérieure.

« Nous proposons au C.E.C. de rapporter immédiate-

ment toutes les restrictions de la liberté de la presse. Et le cam. Trotski a tort quand il dit, se référant aux acclamations des soldats, qu'ils ne le suivraient pas. C'est l'ivresse de la victoire qui parle en eux. Et votre tactique triomphe au moment où les masses perdent la raison dans l'ivresse de la victoire. Notre tactique vaincra inévitablement quand elles reviendront à la raison ».

[Izvestia, 19 et 20 XI. Les discours de Lénine et de Trotski sont reproduits dans leurs Œuvres (1)].

(1) Cette remarque est de S. Oldenbourg. Nous avons conservé sa traduction abrégée. Le discours de Lénine figure *in extenso* au volume 2 (?), pages de l'édition française déjà citée.

Pourquoi les Russes ne sourient pas ?

Un de nos lecteurs vient de nous adresser le texte d'une lettre qu'il a reçue au mois de juillet 1977 de Moscou.

Mieux qu'une savante étude, ce modeste document illustre la situation et l'état d'esprit des habitants de la capitale soviétique. Il ressort de cette missive que l'état des choses en province est bien pire.

« Je suis heureuse de la possibilité qui s'offre à moi de vous écrire sans avoir à prendre de précautions à l'égard d'individus ayant choisi l'abjecte profession de lire les lettres d'autrui.

En Russie, cette année a été difficile. Les prix, déjà très élevés, ont encore augmenté, tandis que les salaires n'ont pas bougé. Par exemple, une paire de chaussures d'hiver coûte aujourd'hui 85 roubles, c'est-à-dire plus de la moitié de mes appointements. Mais il est presque impossible d'en trouver. Cela fait plus de six mois que je cherche, toujours en vain. Il en va de même pour les autres catégories de chaussures et pour les vêtements. En ce qui concerne les denrées alimentaires, la situation est encore pire. Quand je rentre de mon travail, le soir après 7 heures, les magasins sont vides. Il s'avère que dans les autres villes à l'exception peut-être de Leningrad, de Kiev et de quelques capitales de républiques, les denrées alimentaires font complètement défaut : on ne trouve ni viande, ni beurre, ni saucisson, ni fromage, etc. Aussi, les habitants de tous les alentours viennent-ils se ravitailler à Moscou, bourrant à craquer leurs valises et leurs sacs à dos. Aussi d'immenses files d'attente serpentent-elles devant les magasins et les habitants de Moscou se trouvent dans une situation extrêmement difficile : pendant qu'ils travaillent, les magasins se vident de leurs marchandises. Pour ma part, je tente d'acheter quelque chose à l'heure du déjeuner et, au lieu de manger, je cours faire la queue pour obtenir un peu de fromage blanc, de beurre, de lait.

Le soir, je voyage avec un immense cabas dans un métro toujours bondé à craquer. Ne croyez pas que je cherche à me présenter comme une héroïne. Nous sommes des millions dans le même cas.

Les samedis sont réservés aux recherches de vêtements ou de chaussures dans divers maga-

sins, à la visite des blanchisseries, des établissements de nettoyage à sec, des cordonneries etc. Là aussi, il faut toujours faire la queue. La réceptionniste est généralement seule. Par contre, les clients sont nombreux. Elle compte ses quittances sur un boulier, sans prêter aucune attention aux clients. Si on lui demande de s'en occuper, on obtient toujours la même réponse typique : « Vous êtes nombreux. Je suis seule. Venez donc travailler chez nous pour un salaire aussi minime ! ». Cela peut aller jusqu'aux insultes. La muflerie est devenue une règle, mais il est difficile de s'y accoutumer. Il m'a été particulièrement pénible de la supporter après mon retour de France, où les gens sont traités de manière polie et déférente.

Je pense qu'en réalité les Russes sont des gens sincères et complaisants. La muflerie et la grossièreté ne sont qu'une conséquence des dures conditions de vie. Lorsqu'une jardinière d'enfants rudole un petit garçon, l'apostrophe et le rabroue devant tout le monde parce qu'il ne s'est pas habillé assez vite, elle suscite l'indignation. Pourtant, si l'on s'imagine son existence, on comprend la raison de sa brusquerie : elle a deux gosses elle-même et ne gagne que 70 roubles par mois. Son mari est un ivrogne. Or, l'ivrognerie est devenue une tragique calamité en Russie. Chaque matin, vers 11 heures, lorsque s'ouvrent les magasins de spiritueux, une foule d'hommes ayant quitté leur travail se pressent devant l'entrée pour se ravitailler en vodka. Les jours de paye (deux fois par mois), des hommes ivres-morts gisent un peu partout. L'ivrognerie constitue chez nous l'une des causes de la mauvaise productivité, du gaspillage, des accidents.

J'ignore si quelque chose pourrait s'améliorer à l'avenir, mais pour le moment, la vie devient de plus en plus pénible. On passe sa journée à travailler et à se débattre dans les dures conditions d'existence. Il ne reste plus de temps pour se consacrer à soi-même, à ses enfants, à la lecture, à l'enrichissement de son propre niveau culturel, aux rapports avec ses amis. On est terrassé par une perpétuelle fatigue et par le désespoir. Je sais très bien que pour pouvoir prétendre à quoi que ce soit, il faut avant tout essayer d'être actif, tenter de rendre service à son entourage. Mais il se fait que toute notre existence se ramène à une lutte contre les difficultés de la vie quotidienne. Il est pénible de s'y résigner.

Excusez-moi pour une lettre aussi pleurnicharde, mais tout y est vérité. Elle constitue une réponse à votre question : pourquoi les Russes sourient-ils si rarement ?... ».

**Le prochain numéro d'EST ET OUEST
paraîtra le Mardi 24 Janvier 1978**